



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Décennie des Nations Unies
pour l'éducation en vue du
développement durable
2005-2014



Façonner l'avenir que nous voulons

Décennie des Nations unies pour l'éducation au service
du développement durable (2005-2014)

RAPPORT FINAL (version provisoire)

Façonner l'avenir que nous voulons

Décennie des Nations Unies pour l'éducation
au service du développement durable (2005-2014)

RAPPORT FINAL
(Version provisoire)

DRAFT

Avant-propos

Ce Rapport paraît dans un contexte crucial, alors même que les États membres des Nations Unies s'apprêtent à conclure les négociations sur l'agenda mondial post-2015 et à lancer un ensemble d'objectifs de développement durable. Les graves inégalités culturelles et économiques, la dégradation de l'environnement, la perte de biodiversité et les perturbations causées par les catastrophes naturelles et le changement climatique sont un test décisif pour la communauté mondiale. Dans un tel contexte, plus que jamais, l'éducation peut, et doit, jouer un rôle décisif en offrant aux apprenants du monde entier les connaissances, les compétences et les valeurs qui leur permettront de découvrir des solutions aux défis actuels de la durabilité, et ce dans l'intérêt des générations présentes et futures. C'est cette conviction qui nous réunira à la Conférence mondiale sur l'éducation au développement durable qui se tiendra en novembre 2014 à Aïchi-Nagoya.

Nous avons beaucoup de raisons de nous réjouir, comme entend le démontrer le Rapport final de suivi et d'évaluation de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable. La Décennie a mobilisé des centaines de milliers de personnes dans le but de réorienter, à l'échelle mondiale, l'éducation vers un objectif primordial : apprendre à vivre et à travailler de manière durable. Intégrée à tous les niveaux et à tous les types d'éducation, dans toutes les régions du monde, l'EDD est largement considérée comme un appui indispensable au développement durable. Les stratégies internationales et nationales relatives aux aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable commencent d'ailleurs à considérer l'EDD comme un élément déterminant.

Les partenariats et les réseaux intra- et intersectoriels de grande envergure ont largement contribué aux réalisations accomplies au cours de la Décennie. Les enfants, les jeunes et les étudiants ont joué un rôle de premier plan en tant qu'agents du changement en participant activement aux discussions relatives à leur avenir, en plaidant pour la transformation des contextes d'apprentissage et en relayant les messages sur la durabilité et la citoyenneté mondiale auprès de leurs parents et de leurs communautés.

Un leadership politique fort est indispensable pour faire progresser l'EDD, tel est peut-être l'un des principaux enseignements de la Décennie. Mais l'EDD est une œuvre encore inachevée. Le leadership est indispensable pour que nous passions des engagements politiques et des projets pilotes au stade d'une mise en œuvre intégrale dans l'ensemble des programmes, de l'enseignement et des activités de fonctionnement, dans les systèmes formels comme dans l'apprentissage non formel et dans la sensibilisation de l'opinion publique.

La Décennie constitue une base solide à partir de laquelle nous pourrions intensifier nos efforts afin de préparer les citoyens de demain à répondre aux défis d'aujourd'hui. L'EDD améliore la qualité de l'éducation grâce à des méthodes d'enseignement et d'apprentissage plus novatrices et à l'engagement de toutes les parties prenantes.

Dans le cadre du suivi de la Décennie, l'UNESCO a conçu un Programme d'action global pour l'EDD. Adopté par la Conférence générale de l'Organisation en 2013, il sera lancé à Nagoya. Le programme a pour but d'intensifier l'action dans le domaine de l'EDD afin d'accélérer le progrès global vers le développement durable. Il constitue une contribution essentielle au programme mondial de développement pour l'après-2015.

L'analyse des progrès, des tendances et des défis proposée par le présent rapport fournira un guide précieux aux responsables politiques, aux experts et aux autres parties prenantes qui poursuivent inlassablement leurs efforts afin de contribuer à une meilleure compréhension de l'EDD et d'intensifier l'action dans ce domaine.

J'aimerais remercier tous ceux, gouvernements, responsables politiques, enseignants et étudiants partout dans le monde, qui ont pris un engagement fort et constant en faveur de l'EDD et qui ont contribué au succès de la Décennie. Cet engagement indéfectible garantira l'efficacité de la mise en œuvre du Programme d'action global et concrétisera notre vision d'un monde plus pacifique, juste et durable.



Irina Bokova
Directrice générale de l'UNESCO

Remerciements

Préparé par la Section de l'éducation pour le développement durable de la Division pour l'enseignement, l'apprentissage et les contenus de l'UNESCO, le *Rapport final de suivi et d'évaluation 2014 de la Décennie pour l'éducation au service du développement durable (DEDD)* est le fruit d'une collaboration ayant reçu l'appui et des contributions de nombreux experts.

Nous exprimons toute notre gratitude aux membres du Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la DEDD : Abelardo Brenes, Rangachar Govinda, Alex C. Michalos, Yoshiyuki Nagata, Roel van Raaij, Overson Shumba, Konai Thaman, Daniella Tilbury (Présidente), Pierre Varcher et Alcyone Vasconcelos. Ils ont donné des conseils et appuyé la préparation des trois rapports de suivi et d'évaluation au cours de la période de la DEDD.

Nous adressons également nos remerciements aux chercheurs qui ont rédigé les documents de référence commandités pour éclairer ce rapport : Aaron Benavot, Heather Creech, Julie Davis, John Fien, Ahmed Legrouri et Khalid Sendide, Werner Mauch (Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie), Charles Hopkins et Rosalyn McKeown (Université de York), Dorcas Beryl Otieno, Juan Pablo Ramirez-Miranda, Kartikeya V. Sarabhai et Suneetha M. Subramanian, Cornelia N. S. Shaimemanya, Overson Shumba, John Siraj-Blatchford et Ingrid Pramling Samuelsson, Victoria W. Thoresen et Daniella Tilbury (Université de Gloucestershire), Arjen Wals, et Gail Whiteman, Edward Kellow et Eva Rood (Rotterdam School of Management).

Nous sommes aussi particulièrement reconnaissants aux nombreux examinateurs (pairs internes et externes) qui ont revu les documents de référence commandités, en particulier Khairon Abbas, Edem Adubra, Salvatore Arico, Noha Bawazir, Abelardo Brenes Castro, Bernard Combes, Borhene Chakroun, Anna Dirksen, Lorna Down, Matthias Eck, Zinaida Fadeeva, Alashiya Gordes, Jonas Haertle, Julia Heiss, Frits Hesselink, Yukie Hori, Yoshie Kaga, Frans Lenglet, Shyamal Majumdar, Alex C. Michalos, Florence Migeon, Yoko Mochizuki, Yoshi Nagata, Kiichi Oyasu, Mahesh Pradhan, Michel Ricard, Jutaro Sakamoto, Madhu Singh, Florence Ssereo, Stephen Sterling, Sobhi Tawil, Vanessa Timmer, Hilligje Van't Land, Julia Viehofer, Moritz Weigel, Aravella Zachariou. Les auteurs des documents de référence méritent également tous nos remerciements pour avoir revu un ou plusieurs documents de référence.

Nous tenons également à remercier les examinateurs qui ont apporté de précieuses informations et des idées utiles pour une ou plusieurs sections de la version finale du rapport de la DEDD. Nous adressons un remerciement particulier à Borhene Chakroun, Bernard Combes, Dhianaraj Chetty, Gerald Farthing, Julia Heiss, Matthew Hiebert, Simone Hofner, Astrid Hollander, Charles Hopkins, Lili Ji, Heila Lotz-sisitka, Werner Mauch, Danilo Padilla, Juan Pablo Ramirez-Miranda, Yoko Mochizuki, Teiichi Sato, Overson Shumba, Stephen Sterling, Florence Ssereo, Sulieman Sulieman, Daniella Tilbury, Rachel Trajber, Pierre Varcher et Julia Viehofer.

Notre gratitude va enfin au gouvernement japonais qui a apporté une généreuse contribution financière pour cette publication dans le cadre du Fonds japonais en dépôt (JFIT) ainsi qu'à l'Agence suédoise pour le développement international (ASDI) et à la Commission nationale suédoise pour l'UNESCO, sans lesquels ce rapport n'aurait pas été possible.

Nos derniers remerciements, et non les moindres, vont à l'équipe du Rapport 2014 sur la DEDD qui a coordonné la préparation de cette publication : Carolee Buckler (coordonnatrice et auteure principale de la publication), Heather Creech (principale auteure), Minjung Han (assistante de publication), Solange Harpham (rédactrice) et Mathew Birch (rédacteur) et Grant Moore (relecteur).

Table des matières

Avant-propos	3
Remerciements	4
Liste des figures, tableaux et encadrés	6
Résumé analytique	9
Liste des acronymes	11
1. INTRODUCTION	15
1.1. Contexte : EDD et DEDD	16
1.2. But et grandes lignes	21
1.3. Méthodologie	23
2. CONCLUSIONS ET TENDANCES CLÉS, 10 ANS APRÈS	27
2.1. Tendances	28
2.2. Défis	33
3. POLITIQUES	39
3.1. Politiques à l'échelle mondiale	40
3.2. Politique régionale	47
3.3. Politique nationale/sous-nationale	51
3.4. Politique locale	62
4. PÉDAGOGIE ET PRATIQUE	67
4.1. Protection et éducation de la petite enfance	74
4.2. Enseignement primaire et secondaire	86
4.3. Education et formation techniques et professionnelles	110
4.4. Enseignement supérieur	124
4.5. Education non formelle, campagnes de sensibilisation et médias	144
4.6. Renforcement des capacités et formation	162
5. PARTIES PRENANTES ET PARTENARIATS	175
5.1. Secteur public	176
5.2. Secteur Privé	183
5.3. Société civile	185
5.4. Approches multipartites	187
6. AVENIR DE L'EDD	195
6.1. Amplifier l'action	196
6.2. Mesurer les progrès futurs	201
6.3. Réflexions finales sur la DEDD	202
Bibliographie	203

Liste des figures, tableaux et encadrés

FIGURES

- Figure 1.3.1 :** Niveau de réponse combiné aux questionnaires 1 & 2 – Etats membres
- Figure 1.3.2 :** Niveau de réponse combiné aux questionnaires 1 & 2 – Parties prenantes clés
- Figure 3.3.1.1 :** Mécanismes de l'EDD dans les Etats membres
- Figure 4.1 :** Types d'apprentissage associés à l'EDD, tels qu'identifiés grâce au QSEM
- Figure 4.1.1.1 :** Note moyenne de l'EPPE en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.1.1.2 :** Situation de l'EDD dans l'EPPE en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.2.1.1 :** Note moyenne des enseignements primaire et secondaire en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.2.1.2 :** Situation de l'EDD dans l'enseignement primaire en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.2.1.3 :** Situation de l'EDD dans l'enseignement secondaire en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.2.1.4 :** L'approche « toute l'école »
- Figure 4.2.1.5 :** Note moyenne de la formation des enseignants en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.2.1.6 :** Situation de l'EDD dans la formation des enseignants en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.3.1.1 :** Note moyenne de l'EFTP en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.3.1.2 :** Situation de l'EDD dans l'EFTP en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.3.1.3 :** Aspects clés de la réussite de l'EFTP au service du DD
- Figure 4.4.1.1 :** Note moyenne de l'enseignement supérieur en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.4.1.2 :** Situation de l'EDD dans l'enseignement supérieur en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.5.1.1 :** Note moyenne de l'éducation non formelle en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.5.1.2 :** Situation de l'EDD dans l'éducation non formelle en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.5.1.3 :** Note moyenne de la sensibilisation du public en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.5.1.4 :** Situation de l'EDD de la sensibilisation du public en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.6.1.1 :** Note moyenne du renforcement des capacités et de la formation en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 4.6.1.2 :** Situation de l'EDD dans le renforcement des capacités et la formation en 2005 et 2013 dans les Etats membres
- Figure 5.1.1.1 :** Progrès en matière d'EDD dans les stratégies ou politiques des organismes des NU

TABLEAUX

- Tableau 1.3.1 :** Enquêtes complémentaires et entretiens semi-structurés
- Tableau 3.3.1.1 :** Exemples de types de législation, directives et normes en matière de programme d'enseignement relatifs à l'EDD (au niveau national/sous-national)
- Tableau 4.1 :** Echelle de notation applicable au questionnaire de l'UNESCO
- Tableau 4.4.2.1 :** Déclarations et engagements de l'enseignement supérieur pendant la DEDD
- Tableau 4.5.1.1 :** L'éducation des adultes intégrée aux stratégies de développement durable
- Tableau 5.1.1.1 :** Augmentation des mentions liées à l'EDD dans les rapports du PNUAD

ENCADRÉS

- Encadré 1.1.1 :** Quatre grands axes de l'EDD et sept stratégies en faveur de l'EDD
- Encadré 3.1.1.1 :** L'inclusion de l'EDD dans les conventions et les accords sur le développement durable
- Encadré 3.1.2.1 :** Actions suggérées
- Encadré 3.2.2.1 :** Actions suggérées
- Encadré 3.3.1.1 :** Maurice – Profil d'une intégration réussie de l'EDD dans les politiques de DD
- Encadré 3.3.1.2 :** Costa Rica – Profil d'une intégration réussie de l'EDD dans les politiques de DD
- Encadré 3.3.1.3 :** Finlande – Profil d'une intégration réussie de l'EDD dans les politiques de DD
- Encadré 3.3.1.4 :** Kenya – Profil d'une intégration réussie de l'EDD dans les politiques de DD
- Encadré 3.3.1.5 :** Ecosse, Royaume-Uni – Profil d'un leadership réussi
- Encadré 3.3.1.6 :** Manitoba, Canada – Profil d'un leadership réussi
- Encadré 3.3.2.1 :** Actions suggérées
- Encadré 3.4.2.1 :** Actions suggérées
- Encadré 4.1.1.1 :** Uruguay – Le Projet Siembras
- Encadré 4.1.1.2 :** République de Corée – Le Projet Musim Stream
- Encadré 4.1.2.1 :** Actions suggérées
- Encadré 4.2.1.1 :** Vietnam – Compétences utiles dans la vie courante dans les programmes d'enseignement
- Encadré 4.2.1.2 :** Japon – Pédagogies d'EDD améliorant les résultats d'apprentissage
- Encadré 4.2.1.3 :** Programme « Young Master » : approche flexible d'apprentissage
- Encadré 4.2.1.4 :** Bhoutan – Des écoles vertes pour le programme « Bhoutan vert »
- Encadré 4.2.1.5 :** Faire de la durabilité une priorité forte dans les plans scolaires
- Encadré 4.2.1.6 :** Jamaïque – Formation initiale des enseignants grâce aux projets d'action communautaire d'EDD
- Encadré 4.2.2.1 :** Actions suggérées
- Encadré 4.3.1.1 :** Maurice – Innovation du programme d'enseignement de l'EFTP
- Encadré 4.3.1.2 :** Colombie - Améliorer la vie de la jeunesse rurale (Jóvenes Rurales Emprendedoras)
- Encadré 4.3.2.1 :** Actions suggérées
- Encadré 4.4.1.1 :** Royaume-Uni – Incitations au leadership pour l'EDD
- Encadré 4.4.1.2 :** Afrique – Partenariat Nord-Sud : Education pour le développement durable- Afrique (EDDA)
- Encadré 4.4.1.3 :** Afrique – Réseaux d'EDD favorisant le dialogue Nord-Sud-Sud
- Encadré 4.4.1.4 :** GUPES : Renforcer le programme d'enseignement et la recherche grâce à des partenariats
- Encadré 4.4.1.5 :** Canada – Partenariats d'EDD basés sur la recherche
- Encadré 4.4.2.1 :** Actions suggérées
- Encadré 4.5.1.1 :** Brésil – les graines du printemps : exercer la citoyenneté depuis l'enfance
- Encadré 4.5.1.2 :** Le programme d'éducation environnementale du bassin hydrographique du Lac Victoria
- Encadré 4.5.1.3 :** Tostan : donner les moyens d'agir aux femmes rurales d'Afrique
- Encadré 4.5.1.4 :** Népal – Initiative d'éducation à l'EDD
- Encadré 4.5.1.5 :** Japon – Accroître la sensibilisation locale à Okayama
- Encadré 4.5.2.1 :** Actions suggérées
- Encadré 4.6.1.1 :** Vietnam – Des employés apprenant à être durable
- Encadré 4.6.1.2 :** Uruguay – Formation au changement climatique pour les décideurs de l'Amérique latine
- Encadré 4.6.2.1 :** Actions suggérées

Encadré 5.1.1.1 : Exemples de réalisations clés des NU

Encadré 5.1.2.1 : Allemagne – Former les futurs leaders de l'EDD

Encadré 5.1.2.2 : République du Kenya et Israël – Mobiliser les capacités et les ressources en faveur de l'EDD

Encadré 5.1.2.3 : Mongolie et Suisse - Mobiliser les capacités et les ressources en faveur de l'EDD

Encadré 5.2.1 : Asie et Région du Pacifique – Trousse à outils de l'EDD pour réussir

Encadré 5.2.2 : Vietnam – Façonner un avenir plus durable

Encadré 5.3.1 : Plan International : Eduquer pour la résilience

Encadré 5.4.1 : Allemagne – Coordination efficace pour la mise en œuvre de l'EDD

Encadré 5.4.2 : Chine - Coordination efficace pour la mise en œuvre de l'EDD

Encadré 5.4.3 : CRE : Faire avancer l'EDD au niveau local

Encadré 5.4.4 : La concertation de Grenelle : une approche multipartite pour l'EFTP au service du DD

Encadré 5.4.5 : SADC REEP : relier la politique et la pratique au service du DD

Encadré 5.4.6 : Actions suggérées

DRAFT

Résumé analytique

La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014) (DEDD) avait pour but d'intégrer les principes et les pratiques du développement durable à tous les aspects de l'éducation et de l'apprentissage afin de favoriser l'évolution des connaissances, des valeurs et des attitudes avec la vision, et ce afin de rendre possible une société plus durable et juste pour tous. Le mandat de la DEDD a mobilisé un nombre considérable de parties prenantes – dans les Etats membres, les organismes des NU, le secteur éducatif, le secteur privé et la société civile – à travailler en partenariat pour réorienter les systèmes éducatifs vers un développement durable.

Le Rapport mondial de suivi et d'évaluation (SEM) de la DEDD examine les progrès qui ont été accomplis afin d'intégrer l'éducation au développement durable (EDD) aux systèmes éducatifs et aux efforts déployés en faveur du développement durable. A partir des conclusions des deux précédents rapports mondiaux de suivi et d'évaluation de la DEDD et de l'évaluation de l'état actuel de l'EDD par les Etats membres et autres parties prenantes, ce rapport final décrit les résultats obtenus et les problèmes rencontrés au terme d'une décennie de progrès et d'action sur le plan de l'EDD aux échelons mondial, national, régional et local – ainsi que dans tous les domaines et à tous les niveaux de l'éducation.

Les réalisations de la DEDD sont visibles sous une variété de formes, mais la visibilité de l'EDD s'est surtout accentuée dans les politiques nationales et les accords internationaux. Dans de nombreux pays, les gouvernements intègrent l'EDD dans l'éducation pour préparer leurs citoyens à relever les défis de la durabilité qui s'annoncent. Dans le même temps, les individus, les écoles, les établissements d'enseignement supérieur, les organisations communautaires, les ONG internationales et le secteur privé s'attaquent au défi d'orienter l'apprentissage vers une compréhension et une pratique plus larges et approfondies de la durabilité. Un nombre croissant d'établissements d'enseignement supérieur oriente leur enseignement et leurs travaux de recherche vers des solutions durables, en particulier au sein de leurs communautés locales. Parallèlement, les entreprises reconnaissent maintenant la valeur que représente une main-d'œuvre bien informée et qualifiée qui peut contribuer au développement d'économies plus vertes. Par ailleurs, on peut constater des avancées positives dans le domaine de la protection de la petite enfance, même aux stades les plus précoces de l'éducation. Des investissements sont faits en matière de politique et de pratique afin de renforcer les capacités des personnes de tous les âges et de toutes les couches de la société. **On reconnaît de plus en plus, au niveau politique international, que l'éducation est indispensable aux progrès du développement durable et de nombreux pays se sont engagés à poursuivre le travail en faveur de l'EDD aux échelons nationaux et locaux.**

Au terme de la Décennie, l'EDD repose sur des fondements solides, et ce, grâce à une prise de conscience renforcée, à l'influence exercée sur les politiques et à la réalisation d'un grand nombre de projets respectueux des bonnes pratiques dans tous les domaines de l'éducation et de l'apprentissage. Les dix conclusions et tendances clés qui se dégagent à l'issue de ces dix années de travail serviront à l'avenir de guide à l'EDD :

L'EDD, catalyseur du développement durable

1. Les systèmes éducatifs intègrent les questions de développement durable
2. Développement durable et éducation, la convergence de deux programmes

L'EDD stimule l'innovation pédagogique

3. Les approches institutionnelles appliquent l'EDD
4. L'EDD favorise la pédagogie interactive axée sur l'apprenant

L'importance de l'engagement des parties prenantes en faveur de l'EDD

5. L'utilité avérée du leadership politique
6. Les partenariats multipartites sont particulièrement efficaces
7. Multiplication des engagements au niveau local

L'EDD investit tous les niveaux et domaines d'éducation

8. Intégration de l'EDD à l'éducation formelle
9. L'essor de l'EDD non formelle et informelle
10. L'enseignement et la formation techniques et professionnels favorisent le développement durable

Malgré les succès à l'actif de la Décennie, comme l'ont fait savoir les Etats membres et autres parties prenantes, il reste de nombreuses difficultés à surmonter avant de pouvoir exploiter pleinement le potentiel de l'EDD : il est notamment nécessaire d'accélérer le rapprochement des secteurs de l'éducation et du développement durable, de redoubler d'efforts pour institutionnaliser l'EDD — afin de garantir un soutien politique solide à la mise en œuvre de l'EDD au niveau systémique —, et enfin, d'intensifier la recherche, l'innovation, le suivi et l'évaluation afin d'élaborer de bonnes pratiques en matière d'EDD et d'en démontrer l'efficacité. Bien que beaucoup ait déjà été fait pour promouvoir la philosophie et les valeurs de l'EDD, l'intégration complète de l'EDD dans les systèmes éducatifs reste encore à mettre en place dans la majorité des pays.

Alors que la Décennie arrive à son terme et que l'Éducation pour tous (EPT) et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) approchent de leur échéance en 2015, l'EDD est un catalyseur essentiel en vue de la transition de l'éducation, l'enseignement, l'apprentissage et le développement professionnel vers des méthodes plus holistiques, intégrées et critiques pour aborder les enjeux de la durabilité. Le Programme d'action global (GAP) pour l'EDD approuvé par les Etats membres de l'UNESCO en 2013, en tant que cadre de suivi de la DEDD, continuera à profiter de la dynamique créée par les parties prenantes œuvrant conjointement en faveur du changement, de l'innovation et de la transition vers une vision partagée de la durabilité.

Liste des acronymes

AASHE	Association pour l'avancement vers la durabilité dans l'enseignement supérieur
AASHE-STARS	AASHE Système de suivi, d'évaluation et de notation de la durabilité
ACCU	Centre culturel de l'Asie et du Pacifique pour l'UNESCO
AETAP	Plan d'action africain pour l'éducation et la formation à l'environnement
AFE	Apprentissage et formation des adultes
AIU	Association internationale des universités
AMCEN	Conférence ministérielle africaine sur l'environnement
ARIES	Institut australien de recherche sur l'éducation au service de la durabilité
ARIUSA	Alliance des universités latino-américaines pour l'environnement et la durabilité
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale au développement
ASEAN	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
AUA	Association des universités africaines
AuSSI	Programme australien « Ecoles durables »
BIE	Bureau international de l'éducation
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CEDEFOP	Centre européen pour le développement de la formation professionnelle
CESP	Programme pour la communication, l'éducation et la sensibilisation du public
CLC	Centres d'apprentissage communautaires (Népal)
CEE-ONU	Commission économique pour l'Europe des Nations Unies
CGLU	Collectivités et gouvernement locaux unis
CNESDWG	Groupe de travail national de Chine sur l'EDD
CNUDB	Convention des Nations Unies sur la diversité biologique
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
CNULD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
CODEP	Lutte contre la désertification
CONFINTEA	Conférence internationale sur l'éducation des adultes
COP	Conférence des Parties
CRE	Centre régional d'expertise
CRISTAL	Références communes dans le domaine de la formation durable dans l'apprentissage des adultes
DD	Développement durable
DDC	Direction du développement et de la coopération suisse Décennie de l'éducation au service du développement durable
DESD	Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation
DNUA	Education for Sustainable Development
ECC	Education au changement climatique
ECI	Earth Charter International
ED	Education au service de la durabilité
EDD	Education au service du développement durable
EE	Education environnementale
EES	Etablissements d'enseignement supérieur
EFMD	Fondation européenne pour le développement du management
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
ELIAS	Initiatives de formation de responsables environnementaux pour une Asie durable

EM	Etat membre
EPPE	Education et protection de la petite enfance
EPT	Education pour tous
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GAP	Programme d'action global
GRALE	Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes
GRLI	Initiative pour un Leadership Globalement Responsable
GSSL	Enquête mondiale sur les modes de vie durables
GTCS	Conseil général de l'enseignement en Ecosse
GTO	Groupe de travail ouvert
GUNi	Réseau universitaire mondial pour l'innovation
GUPES	Partenariat mondial des universités sur l'environnement et la durabilité
HEFCE	Conseil d'Angleterre pour le financement de l'enseignement supérieur
HESI	Initiative sur la durabilité dans l'enseignement supérieur
IAC	Comité inter-agences des Nations Unies
IEA	Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire
IFC	Société financière internationale
IFE	Institut de formation des enseignants
IGES	Institut des stratégies environnementales mondiales
IIS	Plan international de mise en œuvre
INFEA	Education à l'environnement, information, formation (Italie)
ITP	Programme international de formation
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
LMTF	Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage
MEEG	Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation
MESA	Intégrer l'environnement et la durabilité dans les universités en Afrique
MEXT	Ministère de l'Education (Japon)
MOOC	Cours en ligne ouverts à tous
NaDEET	Fonds pour l'éducation à l'environnement dans le désert du Namib
NU	Nations Unies
NUS	Union nationale des étudiants (UK)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs pour le développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMEP	Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PdA	Protocole d'accord
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
PME	Petites et moyennes entreprises
PMME	Petites, micro et moyennes entreprises
PMNU	Pacte mondial des Nations Unies
PNUAD	Plan-Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRME	Principes pour l'éducation à la gestion responsable

ProSPER.Net	Réseau pour la promotion du développement durable dans l'enseignement et la recherche universitaire des deuxièmes et troisièmes cycles
QSEM	Questionnaire pour le suivi et l'évaluation à l'échelle mondiale
réSEAU	Réseau du système des écoles associées
RI EFE	Réseau international d'établissements de formation des enseignants
RMS	Rapport mondial de suivi
RRC	Réduction des risques de catastrophes
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
RU	Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
SACD REEP	Programme régional d'éducation environnemental de la SADC
SEAMO	Organisation des ministères de l'Éducation des pays d'Asie du Sud-Est
SEM	Suivi et évaluation à l'échelle mondiale
S&E	Suivi et évaluation
SIPCNU	Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UCINS	Réseau international de chaires UNESCO de l'enquête sur les EFE
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNEP	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNEVOC	Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNU	Université des Nations Unies
USA	Etats-Unis d'Amérique
VIH et Sida	Virus de l'immunodéficience humaine et syndrome d'immunodéficience acquise
WBCSD	Conseil mondial des entreprises pour le développement durable
WWF	Fonds mondial pour la nature





Chapitre 1

Introduction

Chapitre 1 : Introduction

L'éducation est l'instrument le plus puissant pour promouvoir la durabilité. Les solutions économiques et technologiques, les régulations politiques et les incitations financières ne suffisent pas. Nous devons changer fondamentalement notre manière de penser et d'agir.

– Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO (2012)

1.1. Contexte : EDD et DEDD

L'historique de l'EDD remonte à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de 1992, où 178 Etats membres ont convenu d'un cadre d'action pour le Chapitre 36 de l'Agenda 21, reconnaissant que l'éducation, la formation et la sensibilisation du public étaient des instruments indispensables pour la transition vers un développement durable ; ils ont demandé de « réorienter l'éducation vers un développement durable » (NU, 1992: paragraphe 36). L'UNESCO a été désignée comme institution chef de file pour la mise en œuvre du Chapitre 36.

Les articles parallèles sur l'éducation, la formation et la sensibilisation du public ont été acceptés par les trois conventions de Rio (Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique [CCNUCC], Convention des NU sur la diversité biologique [CNUDB] et Convention des NU sur la lutte contre la désertification [CNULD]), et des programmes de travail ont été approuvés par les Etats membres. Les principes de l'Agenda 21 et les cadres qui le soutiennent continuent d'orienter la réflexion conceptuelle et la planification de l'EDD, de l'échelon mondial aux actions régionales et initiatives locales de l'Agenda 21.

Le lancement de la DEDD en 2005 a marqué le début de dix années d'un mouvement clairement engagé en faveur de l'amélioration et de la réorientation des systèmes éducatifs vers un développement durable, en s'appuyant sur les engagements précédents de l'Agenda 21 dans le domaine de l'EDD. Par l'adoption de la Résolution 57/254 en 2002, l'Assemblée générale des NU a proclamé la période 2005-2014 Décennie pour l'éducation au service du développement durable (DEDD) et désigné l'UNESCO comme agence chef de file. La DEDD a invité les « gouvernements à envisager d'inclure, dans leurs stratégies et plans d'action respectifs en matière d'éducation, les mesures permettant de donner effet à la Décennie » (NU, 2002). Les Etats membres de l'UNESCO ont souscrit à cet engagement. Le Japon, la Suède, l'Allemagne et le Danemark, entre autres, ont défendu et appuyé ce travail au travers de fonds extrabudgétaires à l'UNESCO (UNESCO, 2013a, p. 5).

L'EDD prépare des gens des horizons les plus divers à prévoir, faire face et trouver des solutions aux questions qui menacent la durabilité de notre planète.

– UNESCO (2005a, p. 7)

L'UNESCO a structuré ses efforts pour promouvoir l'EDD dans le Plan international de mise en œuvre (IIS) (UNESCO, 2005a), approuvé par les Etats membres pour favoriser l'appropriation collective de la DEDD et mettre en relation les initiatives mondiales visant à promouvoir l'éducation (UNESCO, 2005a), notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'Education pour tous (EPT) et la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA). L'IIS était fondé sur les quatre grands axes en faveur de l'EDD et sept stratégies :

Encadré 1.1.1 : Quatre grands axes de l'EDD et sept stratégies en faveur de l'EDD

Quatre grands axes de l'EDD	Sept stratégies en faveur de l'EDD
1. Améliorer l'accès et la rétention à une éducation de base de qualité	1. Elaboration d'une vision commune et mobilisation
2. Réorienter les programmes d'éducation pour intégrer la durabilité	2. Consultation et maîtrise
3. Mieux sensibiliser le public à la notion de durabilité	3. Partenariats et réseaux
4. Providing training to advance sustainability across all sectors	4. Renforcement des capacités et formation
	5. Recherche et innovation
	6. Utilisation des Technologies de l'information et de la communication (TIC)
	7. Suivi et évaluation

Source : UNESCO (2005a).

L'UNESCO a reconnu la nécessité d'adopter deux approches complémentaires en matière de plaidoyer pour faire avancer la DEDD : la première pour soutenir la communauté éducative dans son rôle de transition vers un développement durable ; la seconde pour aider les parties prenantes œuvrant en faveur du développement durable à intégrer l'éducation dans leur travail. Gardant ces deux approches à l'esprit, l'UNESCO a axé ses efforts dans quatre domaines principaux :

- laider avec les Etats membres de l'UNESCO et à travers le système des NU en faveur de l'éducation comme un instrument de mise en œuvre indispensable au service du développement durable, en s'adressant à la fois à la communauté éducative et à celle du développement durable ;
- Apporter un appui politique et conseiller les Etats membres, sous l'angle de l'EDD, pour réorienter leurs systèmes éducatifs et progresser vers la réalisation des engagements des OMD et de l'EPT ;
- Promouvoir le débat mondial sur l'EDD par le réseautage et l'interaction entre les parties prenantes de l'EDD, favorisant ainsi l'échange entre les praticiens et les experts du monde entier ;
- Concevoir des approches pour évaluer les progrès accomplis dans le domaine de l'EDD.

Afin d'orienter son travail, l'UNESCO a créé des groupes composés de parties prenantes et d'experts ayant pour mission de la conseiller sur la mise en œuvre de la DEDD en général (Groupe de haut niveau sur la DEDD jusqu'à janvier 2011, puis Groupe de référence de la DEDD), sur le suivi et l'évaluation de la DEDD (Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation, MEEG), et sur la préparation des Conférences mondiales de l'UNESCO sur l'EDD en 2009 et 2014 (appelé chacun Groupe international de pilotage) (UNESCO, 2009a).

Afin de catalyser et de coordonner les efforts avec les autres organismes des NU, l'UNESCO a créé un Comité inter-agences (IAC) pour la DEDD. Quinze organismes ont accepté de participer au début de la DEDD. Ils étaient 22 à la fin de la Décennie.

L'examen de la DEDD montre que l'on peut diviser sa mise en œuvre en deux phases distinctes. Les premières années, 2005 – 2008, ont été consacrées à définir et promouvoir l'EDD, identifier les acteurs et les activités déjà en cours, développer un réseau et des partenariats, et mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation. La seconde phase, dont la Conférence mondiale de 2009 sur l'éducation au développement durable a marqué le début, a constitué un tournant où l'accent s'est déplacé pour recentrer la promotion de l'EDD dans le contexte d'une éducation de qualité. Il s'agissait de mettre l'accent sur l'enseignement, l'apprentissage, les contenus et la pertinence de l'éducation pour le travail et la vie. Sur la base du document final de la Conférence mondiale de 2009, la Déclaration de Bonn, et de la Stratégie pour la seconde moitié de la Décennie nouvellement élaborée, l'UNESCO a axé son travail sur trois questions clés du développement durable : le changement climatique, la biodiversité et la réduction des risques de catastrophes, devant être abordées à travers l'éducation. Cette stratégie pour la seconde moitié de la DEDD des NU a orienté le travail de 2009 à 2014 (UNESCO, 2010a).

Au début de la DEDD, l'EDD était perçue comme étant principalement liée à la réorientation du programme d'enseignement formel et au contenu sur le développement durable. Au terme de la DEDD, une meilleure compréhension du processus de l'EDD a conduit à l'exploration et la mise en œuvre de nouvelles formes d'enseignement et d'apprentissage (UNESCO, 2012a) dans tous les secteurs et centres d'intérêt.

La DEDD

Etapes importantes

Forum mondial sur l'éducation

- La communauté internationale a affirmé son engagement à réaliser l'Éducation pour tous (EPT) d'ici à 2015 par l'adoption du Cadre d'action de Dakar. Le Cadre est axé sur les six objectifs de l'EPT, dont le dernier est d'améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation.

Sommet mondial sur le développement durable (Sommet de Johannesburg)

- Les États membres et les parties prenantes mondiales ont passé en revue les résultats du Sommet de la Terre de 1992 et formulé des recommandations pour les actions futures, en particulier « recommander à l'Assemblée générale des NU d'envisager de proclamer une Décennie pour l'éducation au service du développement durable en 2005 » (NU, 2002, para. 124d).

Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA, 2003-2012)

- La DNUA a été proclamée lors de la 56ème session de l'Assemblée générale des NU (2001) pour soutenir les efforts collectifs vers la réalisation des objectifs de l'EPT d'ici à 2015.

Lancement régional de la DEDD pour l'Europe/Amérique du Nord

- Cette réunion de haut niveau des ministres de l'Environnement et de l'Éducation à Vilnius en Lituanie a vu l'adoption de la Stratégie de la CEE-ONU pour l'éducation au service du développement durable et a marqué le lancement de la DEDD pour la région Europe et Amérique du Nord.

Lancement régional de la DEDD pour l'Asie-Pacifique

- Le lancement régional de la DEDD pour l'Asie-Pacifique et la Stratégie régionale Asie-Pacifique en vue de l'EDD a eu lieu à l'occasion de la Conférence internationale UNU/UNESCO à Nagoya au Japon.
- Le cadre de l'EDD pour le Pacifique a été élaboré et approuvé à l'occasion d'une réunion ministérielle à Nadi aux Fidji en 2006.

Lancement régional de la DEDD pour les États arabes

- Le lancement régional de la DEDD a eu lieu à Bahreïn. Ceci a donné la possibilité aux pays de la région d'échanger leurs points de vue et de dialoguer.
- Le Cadre d'orientation régional de l'éducation au développement durable dans la région arabe a été lancé en 2008.

1992

Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (DNUED) Sommet de la Terre à Rio

- L'Agenda 21 et la Déclaration de Rio sur l'environnement
- et le développement ont été adoptés par 178 gouvernements.
- L'Agenda 21 est un plan d'action mondial pour le développement durable.
- L'UNESCO a été désignée comme agence chef de file du Chapitre 36 de l'Agenda 21 sur l'éducation, la formation et la sensibilisation du public, ainsi que du Chapitre 35 sur la science au service d'un développement durable.

2000

Sommet du Millénaire des NU

- La plus grande rencontre des dirigeants du monde de notre histoire adopte la Déclaration du Millénaire qui engage leurs nations à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015. Les OMD visent à lutter contre l'extrême pauvreté — pauvreté du revenu, faim, maladie, manque d'abri convenable et exclusion, tout en faisant la promotion de l'égalité entre les sexes, l'éducation et la durabilité environnementale.

2002

57ème session, Assemblée générale des NU

- Adopté la résolution 57/254 qui a proclamé la période 2005-2014 Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (UN DESD) et désigné l'UNESCO comme agence chef de file.

2003

Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014)

- Lancée officiellement au siège des NU à New York.
- Lancements régionaux de la DEDD pour l'Amérique latine et les Caraïbes**
- La Conférence ibéro-américaine sur le développement durable, organisée à Rio de Janeiro au Brésil, a marqué le lancement de la DEDD.
- La Conférence caribéenne sur l'EDD Nouvelles approches pour l'avenir, organisée à Kingston en Jamaïque, a servi au lancement régional de la DEDD pour les Caraïbes.
- Le document de Stratégie régionale Bâtir l'éducation au développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes a été mis en ligne à des fins de commentaires en 2005 et finalisé en 2007.

Lancement régional africain de la DEDD

- La Biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), organisée à Libreville au Gabon, a servi au lancement de la DEDD et de sa Stratégie régionale au service du développement durable en Afrique subsaharienne (SSAED).

2005

Conférence mondiale à mi-parcours de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable (Bonn, Allemagne)

- La Déclaration de Bonn a fourni un Plan d'action sur l'EDD à la communauté internationale et exposé les étapes de la mise en œuvre pendant le reste de la DEDD.
- Pour orienter son travail, l'UNESCO a élaboré la Stratégie de l'UNESCO pour la seconde moitié de la Décennie des NU pour l'éducation au service du développement durable.

Conférence des NU sur le développement durable (Rio+20), Brésil

- The Rio+20 outcome document, *The Future We Want*, Le document final de Rio+20, Le futur que nous voulons, contenait les engagements pris dans le domaine l'éducation, jugée importante pour l'économie verte, le travail et la protection sociale ainsi que pour la formation et la durabilité.
- Les Etats membres ont résolu de « promouvoir l'éducation pour le développement durable et d'intégrer le développement durable plus activement dans l'éducation au-delà de la DEDD » (para. 232).

Tbilisi+35 commémore 35 ans d'initiatives à l'échelle mondiale pour l'éducation vers un monde durable

- La Conférence intergouvernementale (Tbilisi+35) a rassemblé des délégués du monde entier pour promouvoir l'appel mondial en faveur de l'éducation à l'environnement comme outil du développement durable

Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable

- La Conférence « Apprendre aujourd'hui pour un avenir viable » a les quatre objectifs suivants : i) Célébrer une décennie d'action ; ii) Réorienter l'éducation en vue de bâtir un avenir meilleur pour tous ; iii) Accélérer l'action en faveur du développement durable ; et iv) Définir les priorités de l'EDD au-delà de 2014. La conférence marque la fin de la DEDD, en célébrant ses réalisations et le lancement du Programme d'action global sur l'EDD.

Rapport mondial de suivi et d'évaluation final

- Achèvement de la troisième et dernière phase du processus mondial de suivi et d'évaluation : 2005–2014. Elle porte sur les impacts et les résultats de la DE

2007

Quatrième conférence internationale sur l'éducation à l'environnement vers un développement durable

- La quatrième de la série de conférences sur l'éducation à l'environnement a été organisée à Ahmedabad en Inde et a passé en revue la situation actuelle de l'éducation à l'environnement (EE) et son développement pour relever les défis de la durabilité et les objectifs de la DEDD. La première conférence internationale, une étape importante de l'éducation à l'environnement, a été organisée à Tbilissi en Géorgie en 1977.

2009

Premier rapport mondial de suivi et d'évaluation de la DEDD

- Achèvement de la première phase du processus de suivi et d'évaluation : 2007 – 2009 a examiné les contextes et les structures de l'EDD.

2012

Second rapport mondial de suivi et d'évaluation de la DEDD

- Achèvement de la seconde phase du processus de suivi et d'évaluation : 2009 – 2012 a examiné les processus et l'apprentissage au service de l'EDD.

2013

37^{ème} session, Conférence générale de l'UNESCO

- Adopté 37 C/ Résolution 12, qui a approuvé la Programme d'action global (GAP) sur l'EDD en suivi à la DEDD.

2014

EDD : Investir tous les aspects et niveaux d'éducation

L'EDD vise à encourager la transformation de l'éducation, de façon à lui permettre de contribuer efficacement à la réorientation des sociétés vers un développement durable. Ceci nécessite de réorienter les systèmes et les structures de l'éducation ainsi que de repenser l'enseignement et l'apprentissage. L'EDD est au cœur de l'enseignement et de l'apprentissage et ne doit pas être considéré comme un complément aux programmes ou pratiques éducatives existants.

L'EDD s'applique également à tous les niveaux de l'éducation et se déroule dans une grande variété de cadres (formel, non formel ou informel) – de la scolarité à l'enseignement professionnel et la formation sur le lieu de travail, l'enseignement supérieur, la formation des adultes et l'éducation à la sensibilisation du public –, faisant partie intégrante de l'apprentissage tout au long de la vie :

- **L'éducation formelle** se déroule dans les systèmes scolaires et universitaires. Elle est basée sur un programme d'enseignement établi et des méthodes d'enseignement et d'évaluation approuvées.
- **L'éducation non formelle** se déroule en dehors du système formel, mais dans d'autres cadres d'apprentissage organisés (par ex. les groupes de jeunes, les associations de femmes, les zoos et les musées, les organisations communautaires et les classes d'alphabétisation des adultes).
- **L'éducation informelle** découle des activités de la vie quotidiennes en rapport avec le travail, la famille ou les loisirs et est transmise dans les familles, les organisations religieuses, les groupes communautaires et la culture traditionnelle ainsi que par les organes d'information, les médias sociaux et les différentes formes de divertissement.
- **La formation** implique une activité organisée visant à transmettre des informations et/ou des instructions pour améliorer la performance de l'apprenant ou l'aider à acquérir un niveau requis de connaissances ou de compétences (Fien, 2012, p. 3).

Qu'est-ce que l'EDD ?

L'éducation pour le développement durable (EDD) donne à chacun à prendre les moyens de prendre des décisions éclairées du point de vue de l'intégrité de l'environnement, la viabilité économique et une société juste pour les générations présentes et futures, tout en respectant la diversité culturelle.

– UNESCO (213r)

Qu'est-ce que le développement durable ?

Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

– Nations Unies (1987)

Les questions relatives au développement durable sont intégrées à l'enseignement et l'apprentissage. Elles incluent des thèmes comme le changement climatique, la réduction des risques de catastrophes, les moyens d'existence durables, la consommation et la production durables, la biodiversité et la réduction de la pauvreté. Parce que ces questions sont caractérisées par l'incertitude, la complexité et un niveau élevé d'interdépendance systémique, **l'EDD nécessite des méthodes d'enseignement et d'apprentissage participatives telles que la pensée critique, la capacité à imaginer des scénarios futurs et la prise de décision collaborative, afin de permettre aux apprenants d'agir au service du développement durable.** L'apprentissage de l'EDD recouvre aussi :

- Apprendre à poser des questions critiques ;
- Apprendre à clarifier ses propres valeurs ;
- Apprendre à imaginer des futurs plus positifs et durables ;
- Apprendre à penser de manière systémique ;
- Apprendre à répondre par un apprentissage appliqué ; et,
- Apprendre à explorer la dialectique entre tradition et innovation (UNESCO, 2011a, p. 8).

La DEDD a contribué à clarifier la notion d'EDD, à la situer dans les contextes locaux, nationaux et régionaux et à identifier ce qui constitue une bonne pratique. Au cours de la DEDD, le concept de l'EDD a été élaboré de façons qui ont suscité l'intérêt et des réponses à l'échelle régionale. Dans de nombreux pays et régions, l'accent a été mis sur des questions de durabilité et des priorités éducatives différentes, donnant lieu à une grande variété de conceptions et de pratiques d'EDD. Lors de la Conférence de Bonn, la Déclaration de Bonn, élaborée et approuvée par les Etats membres et les autres parties prenantes participant à la conférence, a également insisté sur la richesse de l'EDD :

L'EDD s'appuie sur les valeurs de justice, d'équité, de tolérance, de suffisance et de responsabilité. Elle fait la promotion de l'égalité entre les sexes, de la cohésion sociale et de la réduction de la pauvreté et accorde une place importante à la responsabilité, l'intégrité et l'honnêteté, comme énoncé dans la Charte de la terre. Les principes qui sous-tendent l'EDD prônent des modes de vie durable, la démocratie et le bien-être humain. La protection et la restauration de l'environnement, la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, l'action face à des modes de production et de consommation non durables, et la création de sociétés justes et pacifiques sont également d'importants principes qui font partie intégrante de l'EDD.

– UNESCO (2009b)

L'image de l'EDD s'est modifiée et élargie et elle a influencé des débats parallèles soutenant que les droits et les besoins d'une éducation de qualité sont des facteurs fondamentaux du progrès humain. Il se dégage un consensus autour de l'idée que les éléments constitutifs d'une éducation de qualité doivent être envisagés dans le contexte de la mission générale de l'éducation. On admet plus généralement que la qualité ne concerne pas seulement l'accès ou la transmission des compétences fondamentales comme l'alphabétisme ou le calcul. Elle englobe plutôt la pertinence, la mission, les méthodes, les résultats et le contenu de l'éducation et d'aider les apprenants à adopter des valeurs tout au long de la vie qui sous-tendent la durabilité. **Une éducation de qualité pour un développement durable concerne ce que les gens apprennent, sa pertinence pour le monde d'aujourd'hui et les défis mondiaux, ainsi que la façon dont les apprenants développent les aptitudes et les attitudes nécessaires pour relever les défis et prospérer, maintenant et pour les générations futures.**

1.2. But et grandes lignes

La DEDD s'est accompagnée d'un effort de suivi et d'évaluation à l'échelle mondiale. Malgré la nouveauté des systèmes de suivi et d'évaluation de l'EDD, le Plan international de mise en œuvre de la DEDD a souligné la nécessité de s'engager dans ce processus et l'a identifiée comme une composante clé de la DEDD. Pour soutenir l'UNESCO dans le processus de suivi et d'évaluation (S&E) de la DEDD, le Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation (MEEG) a été créé en janvier 2007. Le rôle du MEEG est de donner des conseils techniques et de soutenir l'UNESCO, afin d'évaluer les progrès accomplis à l'échelle mondiale. Le MEEG a conçu un Cadre mondial de suivi et d'évaluation (SEM) pour mesurer l'impact de la DEDD. Ce cadre recommandait notamment de préparer les trois rapports suivants pendant la durée de la DEDD :

- Le premier **Rapport mondial de suivi et d'évaluation 2009 de la DEDD**, *Contextes et structures de l'éducation pour le développement durable*, était un examen à mi-parcours centré sur les structures, les dispositions et les politiques qui favorisent le développement et la mise en œuvre de l'EDD. Le rapport a noté l'augmentation rapide de la création d'instances nationales de coordination de l'EDD et une présence visible de l'EDD dans les programmes nationaux et internationaux.
- Le second **Rapport mondial de suivi et d'évaluation 2012 de la DEDD**, *Bâtir l'éducation de demain*, portait sur les différents types d'opportunités d'engagement et les approches d'enseignement et d'apprentissage adoptées pour la mise en œuvre de l'EDD dans les différents niveaux et cadres éducatifs. Le rapport a noté que l'EDD émergeait comme un thème fédérateur pour de nombreux types d'éducation et était progressivement perçue comme un catalyseur de l'innovation dans l'éducation.
- Ce troisième et dernier **Rapport mondial de suivi et d'évaluation 2014 de l'UNESCO**, *Façonner l'avenir – Décennie Des NU pour l'éducation au service du développement durable*, est centré sur les résultats des 10 années de travail à l'échelle mondiale pour faire de l'éducation un instrument déterminant en vue de faire progresser les sociétés vers la durabilité. Il donne des informations sur l'impact de l'appel en faveur de la Décennie des NU pour

l'éducation au service du développement durable à tous les niveaux et dans tous les domaines de l'éducation, et retrace les principaux enseignements qui éclaireront les futurs travaux. Les objectifs spécifiques de ce rapport final sont de :

1. Dresser le bilan des investissements et des réalisations dans le domaine de l'EDD ;
2. Documenter les impacts, les évolutions et les tendances pendant la DEDD ;
3. Explorer comment l'EDD aborde les défis de la durabilité et contribue aux pratiques de développement durable ;
4. Illustrer comment l'EDD contribue et renforce la qualité de l'éducation dans les écoles primaire et secondaire ainsi que dans les autres cadres éducatifs ; et,
5. Tracer la voie à suivre en vue d'un processus post-DEDD.

Ce rapport final, *Façonner le futur que nous voulons – Décennie des NU pour l'éducation au service du développement durable*, a été préparé en pensant à plusieurs types de public. Il a été conçu pour renseigner et fournir des conseils aux responsables gouvernementaux dans le domaine de la formulation et de la mise en œuvre des politiques, en particulier au sein des ministères de l'Éducation et des ministères de l'Environnement/Développement durable. Les enseignements mis en lumière dans le rapport pourront aussi appuyer la future programmation des organismes des NU, des organisations de la société civile, du secteur privé, des éducateurs et des administrateurs de l'éducation. Enfin, le rapport entend s'adresser à ceux qui pourraient utiliser ces conclusions pour contribuer à orienter la recherche, l'innovation et les travaux futurs dans le domaine de l'éducation ou du développement durable.

Le rapport final de la DEDD est composé de six sections distinctes :

<p>Chapitre 1. Introduction</p> <p>Examine le contexte de l'appel en faveur de la Décennie, le mécanisme de mise en œuvre et le processus de suivi et d'évaluation. Il présente aussi une vue d'ensemble des concepts et des pratiques ancrées dans l'EDD.</p>	<p>Chapitre 2. Conclusions et tendances clés, 10 ans après</p> <p>Présente le résumé des principales conclusions émergeant de la DEDD. Ces conclusions mettent en évidence les tendances clés et les leviers pour promouvoir l'EDD ainsi que les défis restant à relever sur la base des données recueillies après 10 ans de travail à travers le monde.</p>	<p>Chapitre 3. Politiques</p> <p>Explore les contextes politiques de l'EDD, de l'établissement de cadres et de l'orientation aux échelons mondial et régional à l'élaboration de politiques nationales et locales d'EDD .</p>
<p>Chapitre 4. Pédagogie et pratique</p> <p>Examine la mise en œuvre et les résultats de l'EDD à tous les niveaux de l'éducation : éducation et protection de la petite enfance, enseignements primaire et secondaire (y compris la formation des enseignants), EFTP dans les EES, éducation non formelle, sensibilisation du public, renforcement des capacités et formation.</p>	<p>Chapitre 5. Parties prenantes et partenariats</p> <p>Reconnait le rôle important que chaque groupe de partie prenante a joué pendant la DEDD, qu'il s'agisse des organismes des NU, des gouvernements, du secteur public ou de la société civile. La collaboration des groupes de parties prenantes, travaillant en partenariat ont permis de faire avancer l'EDD.</p>	<p>Chapitre 6. L'avenir de l'EDD</p> <p>Explore les voies de l'EDD et les actions qui seront nécessaires, notamment les outils et les processus pour mesurer les progrès.</p>

1.3. Méthodologie

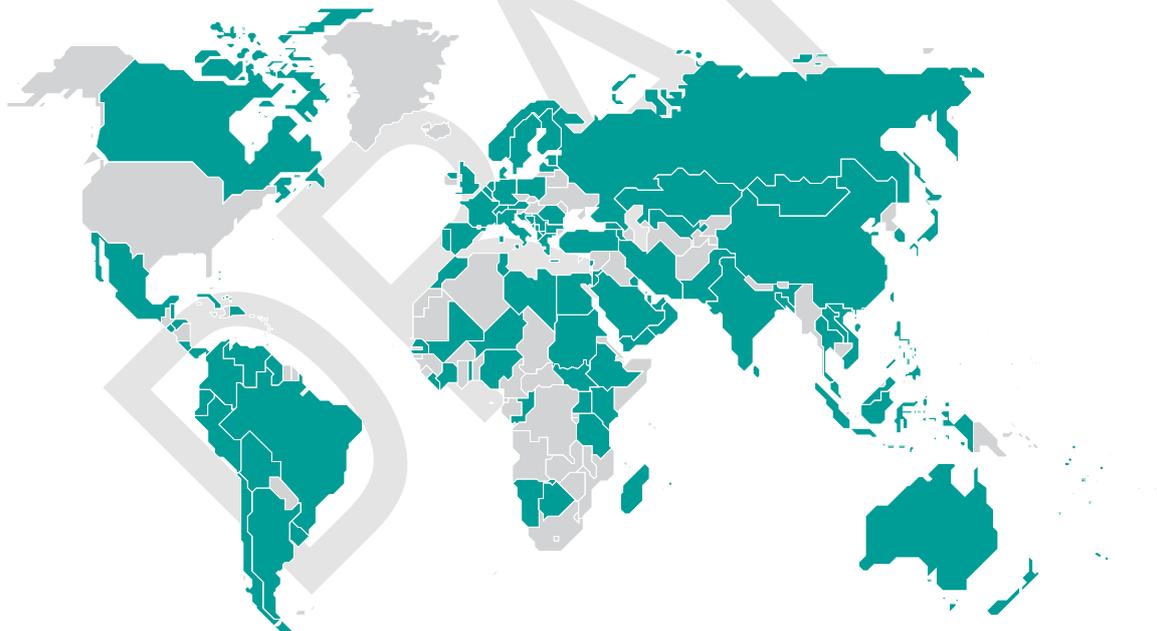
Plusieurs sources de données ont été utilisées pour éclairer l'analyse de l'évolution de l'EDD pendant la DEDD ainsi que ses impacts. Citons notamment :

Consultations régionales : En 2013, l'UNESCO a organisé des consultations dans toutes les régions (Afrique, Etats arabes, Asie et Pacifique, Europe et Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes) en préparation au rapport final de la DEDD et pour recueillir les positions sur l'élaboration d'un cadre de programme de l'EDD pour l'après 2014.

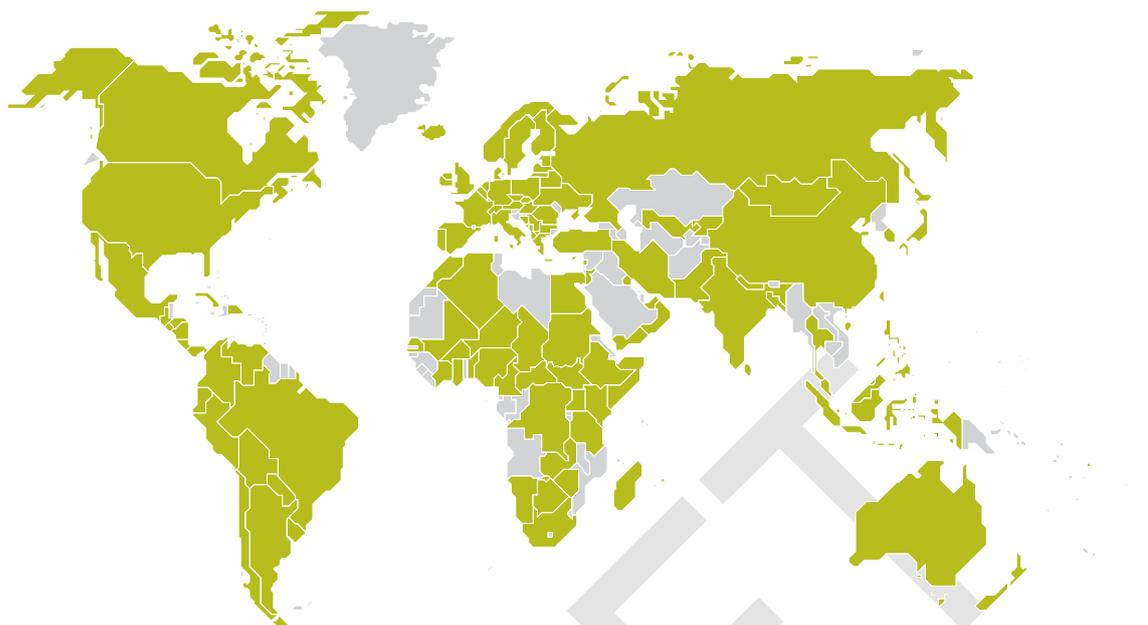
Questionnaires de suivi et d'évaluation à l'échelle mondiale de l'UNESCO : Les Etats membres et les autres parties prenantes ont énormément contribué au processus de SEM. Deux questionnaires ont été élaborés pour les Etats membres de l'UNESCO, les autres parties prenantes clés et les organismes des NU. Le questionnaire 1 a recueilli les préférences concernant le cadre de programme de l'EDD pour l'après 2014, tandis que le questionnaire 2 a recueilli des informations sur l'évaluation finale de la DEDD.

Les questionnaires 1 et 2 ont été mis en ligne et envoyés aux Etats membres de l'UNESCO, aux organismes des NU et aux autres parties prenantes clés. 97 Etats membres, 541 parties prenantes et 37 organismes des NU ont répondu au questionnaire 1, soit un total de 675 répondants venant de 144 pays. 70 Etats membres, 384 parties prenantes et 30 organismes des NU ont répondu au questionnaire 2, soit un total de 484 répondants venant de 125 pays.

Figure 1.3.1 : Niveau de réponse combiné aux questionnaires 1 et 2 – Etats membres



Source : UNESCO SEM Questionnaires SE.

Figure 1.3.2 : Niveau de réponse combiné aux questionnaires 1 et 2 – Parties prenantes clés

Source : UNESCO SEM Questionnaires PP

Les deux questionnaires ont reçu des contributions des ministères de l'Éducation, des ministères de l'Environnement/ Développement durable, des Commissions nationales pour l'UNESCO, des organismes des NU, d'organisations non gouvernementales nationales et internationales (ONG), de différents types de réseaux, d'organisations de jeunesse, d'universités, de centres de recherche, du secteur privé, de praticiens de l'éducation et de l'apprentissage et d'autres individus concernés.

Les résultats des questionnaires ont été utilisés pour renseigner la rédaction du rapport final sur la DEDD et mis à la disposition des auteurs commandités pour préparer les documents de référence de ce rapport. Les références au Questionnaire de suivi et d'évaluation à l'échelle mondiale (Q SEM) sont citées comme suit :

Réponses des Etats membres	QSEM <nom du pays>, EM
Réponses des parties prenantes	QSEM <nom de l'organisation>, PP
Réponses des Nations Unies	QSEM <nom de l'organisme des NU>

Documents de référence commandités : L'UNESCO a commandité plusieurs documents de référence pour soutenir le Rapport final sur l'EDD. Cette composante avait pour but de compléter et d'améliorer les informations issues des questionnaires SEM et du processus de consultation régionale. Les documents commandités ont tenté d'appréhender la diversité des activités lancées pendant la DEDD ainsi que celles qui ont été inspirées ou catalysées par la DEDD elle-même. Les documents ont évalué les évolutions et les impacts, aux échelons mondial, régional, national et local, qui se sont produits dans les processus éducatifs formel, non formel et informel pendant cette décennie. Tous les documents commandités ont été soumis à un examen à l'aveugle par les pairs.

Revue documentaire : Les documents produits par l'UNESCO tout au long de la DEDD ont fait l'objet d'un examen ainsi que les études et les rapports produits par d'autres.

Entretiens semi-structurés et enquêtes complémentaires : Plusieurs auteurs de documents de référence commandités pour le Rapport final de la DEDD ont mené des enquêtes sectorielles et des entretiens semi-structurés avec les répondants clés. Le tableau fournit davantage de renseignements :

Table 1.3.1 : Enquêtes complémentaires et entretiens semi-structurés

Titre du document de travail	Méthodologie
La réponse de l'UNESCO et des organismes des NU à la DEDD	Entretiens semi-structurés avec 23 répondants du secteur de l'éducation et des bureaux régionaux et multi-pays de l'UNESCO, des membres du Comité inter-agences des NU pour la DEDD, des membres du groupe d'experts de l'UNESCO sur l'EDD et du groupe chargé du suivi et de l'évaluation de l'EDD, d'autres partenaires de l'EDD, notamment les bailleurs et les Etats membres..
L'EDD dans l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE)	Enquêtes sur les dispositions pour l'EDD dans l'EPPE , impliquant des répondants experts individuels de 14 pays : Chine, République de Tchékie, Finlande, Fédération de Russie, Slovaquie, France, Irlande, Australie, Brésil, Bulgarie, Singapour, Suède, Kenya et RU. L'enquête a demandé des renseignements sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'EDD dans l'EPPE ainsi que les contributions au processus faites par le gouvernement, les ONG et les instituts de formation des enseignants.
L'EDD dans la formation des enseignants	Réseau international des chaires de l'UNESCO de l'enquête EES (UCINS) , impliquant des membres du réseau international (RI) des instituts de formation des enseignants associé à la chaire de l'UNESCO sur la réorientation de la formation des enseignants pour aborder la durabilité, ont reçu une courte enquête relative à l'EDD dans les EES. Contact direct avec les individus et/ou les organisations qui sont actifs dans l'EDD dans la formation des enseignants : le président a contacté (à savoir par courriel, téléphone, Skype et en personne) les ONG et les instances dirigeantes pour compléter les conclusions de l'enquête.
EDD dans l'enseignement supérieur	Consultations avec différents groupes nationaux et internationaux qui rassemblent des experts et praticiens de l'EDD et/ou de l'enseignement supérieur ainsi que des individus ayant des rôles spécifiques dans l'enseignement supérieur qui ont pu fournir des données pour les études de cas. Des intervenants avec une forte expérience en EDD ont été identifiés dans chaque région de l'UNESCO. Ils ont vérifié la validité des conclusions des premières versions du rapport.
EDD dans la formation et le développement professionnel du secteur privé	Enquête en ligne impliquant des individus travaillant dans le secteur privé et le domaine de la durabilité. L'enquête a été postée sur plusieurs groupes de LinkedIn. Entretiens téléphoniques avec 12 experts en formation continue des cadres sur la durabilité en Amérique du Nord et latine, en Europe et en Australie pour compléter les conclusions de l'enquête en ligne. Des contacts par courrier électronique avec des individus et/ou organisations appartenant aux réseaux professionnels des auteurs des documents de référence, notamment les parties prenantes clés du secteur privé, les NU, la Commission européenne et la Banque mondiale, pour valider les conclusions initiales.

Limites du processus mondial de suivi et d'évaluation

Il convient de noter que les conclusions de ce rapport doivent être considérées dans le contexte des limites du processus mondial de suivi et d'évaluation.

- Il est difficile de différencier les politiques, plans et activités qui ont été élaborés spécifiquement en réponse à la DEDD, ceux qui étaient déjà en place mais qui sont montés en puissance grâce à l'existence de la DEDD et ceux qui se sont déroulés parallèlement à la DEDD mais sans relation directe ou indirecte avec la DEDD elle-même. Ce qui est présenté dans le présent Rapport final de la DEDD inclut les changements qui sont intervenus pendant cette décennie marquée par la DEDD, y compris les initiatives parallèles et pas seulement les initiatives élaborées explicitement sous l'étiquette de la DEDD.
- La complexité et la portée du questionnaire SEM ont conduit à de grands écarts dans les réponses. Dans certains cas, les contributions des Etats membres ont impliqué de multiples parties prenantes, tandis que dans d'autres cas, seuls un ou deux départements ou institut techniques ont été impliqués. Dans certains cas, les répondants ne pouvaient répondre qu'avec les données qui leur étaient immédiatement disponibles et la vue des progrès de l'EDD qu'ils avaient de leur poste. Certains Etats membres et parties prenantes ont fourni plus de descriptions plus détaillées de leurs activités, brossant ainsi un tableau plus complet de l'état de l'EDD dans cette sphère particulière et/ou des Etats membres
- L'une des difficultés liées à la préparation d'un rapport mondial qui examine une période de 10 ans est de tenter de saisir la profondeur et l'ampleur des activités qui ont eu lieu. Le but du présent rapport n'est pas d'identifier de manière exhaustive toutes les activités et pratiques, mais d'évaluer comment la grande variété des politiques, projets, réseaux, outils et initiatives qui se sont déroulés à travers le monde a contribué à faire avancer l'EDD. Le cas échéant, des exemples spécifiques sont cités dans ce rapport pour illustrer les types d'initiatives qui ont eu lieu pendant la DEDD.





Chapitre 2

Conclusions et tendances clés, 10 ans après

Chapitre 2 : conclusions et tendances clés, 10 ans après

Suite à l'Appel en faveur de la Décennie pour l'éducation au service du développement durable (DEDD), les Etats membres des NU se sont engagés à intégrer l'EDD dans les systèmes éducatifs. Cet engagement n'a pas été sans défis, car les systèmes éducatifs sont complexes et impliquent de multiples niveaux de prise de décision sur les politiques éducatives et leur mise en œuvre dans les écoles, les établissements d'enseignement supérieur, le milieu du travail et les communautés. Pour favoriser les changements au sein des systèmes éducatifs, il a été nécessaire de mener des interventions à différents niveaux et d'impliquer un large éventail de parties prenantes.

Les conclusions clés suivantes mettent en lumière les tendances majeures et les leviers qui ont fait avancer l'EDD. Elles sont fondées sur les données recueillies au terme de dix années de travail à l'échelle mondiale.

2.1. Tendances

L'EDD, catalyseur du développement durable

1. Les systèmes éducatifs intègrent les questions de développement durable

Accroître la pertinence de l'éducation face aux difficultés présentes et futures d'ordre social, environnemental et économique auxquelles le monde est confronté est l'une des grandes tendances qui se dessinent dans de nombreux pays. L'EDD offre une vision et une mission nouvelles pour la politique et la pratique de l'éducation. Comme l'indiquent les données recueillies au terme de la DEDD, la réorientation des politiques, des programmes d'enseignement et des plans pour intégrer le développement durable est un processus déjà bien engagé dans la plupart des Etats membres qui ont présenté un rapport, bien que les progrès restent inégaux.

La connaissance de l'EDD comme un processus qui se déroule tout au long de la vie, qui commence dès la petite enfance et se poursuit pendant les enseignements primaire et secondaire, le développement technique et professionnel, l'enseignement supérieur, la formation sur le lieu de travail et le développement professionnel et les campagnes de sensibilisation, s'est nettement améliorée. Dans ce contexte, on considère désormais qu'une éducation qualité consiste non seulement à transmettre les compétences fondamentales (comme l'alphabétisme et le calcul), mais aussi à développer tout au long de la vie des valeurs qui sous-tendent la durabilité. La vision approfondie d'une éducation de qualité englobe la pertinence de l'éducation et ses objectifs, ses méthodes et son contenu pour un apprentissage tout au long de la vie. La qualité de l'éducation concerne ce que les gens apprennent et comment, sa pertinence pour le monde d'aujourd'hui et les défis mondiaux et son influence sur les choix que font les individus. Nombreux sont ceux qui s'accordent désormais à reconnaître qu'une éducation au développement durable de qualité renforce le sens des responsabilités chez les individus considérés comme citoyens du monde, et les prépare mieux au monde dont ils hériteront.

2. Développement durable et éducation, la convergence de deux programmes

Les parties prenantes du développement durable font de plus en plus appel à l'éducation, à la sensibilisation du public et à la formation pour promouvoir le développement durable. L'importance de l'EDD a été renforcée dans le Document final de la Conférence mondiale des Nations Unies sur l'éducation en vue du développement durable de 2012. L'éducation occupe une place centrale dans les débats internationaux sur le développement durable, tandis que l'éducation, la formation, et la sensibilisation du public font l'objet d'une plus grande attention comme autant de mécanismes essentiels pour soutenir la mise en œuvre des conventions et des accords majeurs sur l'environnement. On constate que de plus en plus de pays intègrent les stratégies, les outils et les cibles de l'éducation dans leurs stratégies nationales de développement durable.

A l'échelon national, plusieurs pays ont intégré les stratégies, les outils et les cibles de l'éducation dans les stratégies nationales de DD, les plans sur le changement climatique et les cadres économiques connexes. Dans de nombreux pays, les efforts en vue de développer des économies plus vertes sont alignés sur les besoins en compétences et états d'esprit verts. On a constaté que la coordination renforcée entre les organismes gouvernementaux chargés de la politique et de la planification du développement durable et ceux chargés de l'éducation était nécessaire pour promouvoir l'éducation en appui aux objectifs nationaux de développement durable.

L'importance de l'engagement des parties prenantes en faveur de l'EDD

3. L'utilité avérée du leadership politique

Le leadership politique a contribué à créer l'environnement organisationnel nécessaire au changement et a mis en place les ressources pour opérer ce changement, ce qui s'est traduit par l'amélioration de la coordination nationale et sous-nationale dans la mise en œuvre de l'EDD. Il s'ensuit que des progrès importants ont été accomplis dans la mise en place des stratégies ou plans d'EDD, contribuant à l'intégration de l'EDD dans les politiques nationales d'éducation et de développement durable.

Les pays ont adopté diverses approches pour réorienter leurs systèmes éducatifs : de la création d'une base solide pour l'EDD en l'incorporant à la législation, aux politiques et aux normes nationales à des approches plus décentralisées impliquant de multiples parties prenantes. Les approches du haut vers le bas, du bas vers le haut et mixtes ont été très utiles aux Etats membres pour satisfaire les structures et les besoins spécifiques des pays. On a constaté que le développement des capacités des décideurs dans le domaine de l'EDD était essentiel pour favoriser le changement, tout comme le renforcement de la formation des administrateurs de l'éducation, des enseignants et des formateurs en EDD.

4. Les partenariats multipartites sont particulièrement efficaces

parties prenantes. L'échange de connaissances et la collaboration entre les organismes des NU appuient l'inclusion de l'éducation dans l'Agenda de développement post-2015 et les Objectifs du développement durable ; le déploiement de mécanismes comme les groupes nationaux de coordination de l'EDD aident à élaborer la politique d'EDD au niveau national et appuient la recherche et la mise en œuvre dans ce domaine. De plus, les interactions entre les réseaux universitaires en plein essor investissant dans l'EDD en Afrique, en Amérique latine et ailleurs ont donné lieu à des engagements internationaux et au soutien entre pairs pour la mise en œuvre de l'EDD. De même, le réseautage des écoles a relié les élèves à l'apprentissage et au partage à travers le monde. Par ailleurs, les partenariats associant des organisations de la société civile, le secteur privé, des écoles et des gouvernements ont aussi été déterminants pour renforcer les capacités en EDD dans de nombreux pays.

Travailler en réseau et en partenariat peut se révéler difficile, mais c'est indispensable pour permettre un changement systémique à large échelle. Les partenariats et les réseaux ont existé pendant de nombreuses années en tant que mécanismes visant à promouvoir les activités menées dans les domaines du changement climatique, la biodiversité, l'eau, la réduction de la pauvreté, la consommation et la production durables, parallèlement à d'autres défis majeurs auxquels le monde d'aujourd'hui fait face. Le secteur éducatif démontre une capacité croissante à travailler en conformité et en collaboration avec les partenariats et les réseaux de longue date du développement durable, ce qui suggère que la poursuite de ces relations se révélera fructueuse ces prochaines années.

5. Multiplication des engagements au niveau local

L'EDD est enraciné dans l'expérience et les actions locales. Les expériences menées pendant la DEDD révèlent que l'EDD est mise en œuvre de diverses façons, afin d'intégrer les caractéristiques uniques liées au contexte local. Les enseignements tirés de l'expérience à tous les niveaux et dans tous les domaines de l'éducation renforcent l'importance et les bénéfices de fournir un contexte local à l'EDD. Par exemple, dans l'éducation formelle, l'engagement communautaire aide les jeunes enfants et les élèves à connaître les questions locales. Ailleurs, les enseignements tirés des initiatives de sensibilisation du public ont renforcé l'importance de travailler aux échelons locaux pour accroître les connaissances et les compétences des citoyens ainsi que leur participation pour trouver des solutions locales. De même, le besoin en main-d'œuvre instruite et qualifiée du secteur privé pour soutenir le développement des entreprises vertes et durables au niveau local a eu un impact sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels ainsi que sur le renforcement des capacités.

Les enseignements tirés de la DEDD suggèrent qu'un engagement accru avec des organisations de développement durable axées spécifiquement sur la planification et l'action du développement durable – ONG locales, réseaux de villes et de municipalités, réseaux de développement rural et autres groupes similaires – peut constituer un levier supplémentaire pour promouvoir l'EDD au niveau local.

L'EDD stimule l'innovation pédagogique

6. Les approches institutionnelles globales appliquent l'EDD

d'apprentissage. Il s'agit d'intégrer la durabilité dans le programme d'enseignement et l'apprentissage, les installations et le fonctionnement, l'interaction avec la communauté environnante, la gouvernance et le renforcement des capacités.

De plus en plus répandues, ces approches aident les apprenants à contribuer au développement durable dans leur école ou leur établissement, leur communauté et leur lieu de travail. Dans le cadre d'efforts à long terme visant à aborder la question de l'empreinte sociale, économique et environnementale dans leurs communautés, les écoles impliquent les élèves dans le processus de réduction de l'empreinte et sa gestion. On observe également l'amélioration des relations école-communauté sur les sujets liés à l'EDD. Les écoles utilisent le cadre scolaire et les espaces extérieurs comme ressources pour le programme d'enseignement.

Le soutien des administrateurs scolaires et des enseignants a été la condition essentielle de la réussite de l'adoption et de la mise en œuvre de l'EDD. Les organisations de la société civile ont également apporté leur appui à ce changement, et dans de nombreux cas, il gagne en importance dans les agendas politiques régionaux et nationaux, en particulier dans les pays de l'OCDE.

Les établissements d'enseignement supérieur ont aussi pris des engagements de haut niveau en vue de réaliser des changements institutionnels globaux : développement durable en matière d'activités et de gestion, évolution de l'enseignement, des programmes et de la recherche, et participation au renforcement du développement durable dans les communautés environnantes.

7. L'EDD favorise la pédagogie interactive axée sur l'apprenant

L'EDD influence les pédagogies d'apprentissage et favorise les approches qui aident les apprenants à poser des questions, analyser, penser de manière critique et prendre des décisions en collaboration avec d'autres. Les approches innovantes de l'apprentissage contribuent à l'évolution des connaissances et de la compréhension des apprenants qui soutiendront le développement durable dans le futur. Les processus d'apprentissage participatif, la pensée critique et l'apprentissage fondé sur la résolution de problème se révèlent particulièrement propices à l'EDD. Il est nécessaire de recueillir des données supplémentaires, mais les premiers résultats de la recherche tendent à montrer que les élèves qui utilisent ces méthodes, avec le contenu du développement durable, sont plus conscients du monde qui les entoure et éprouvent un plus grand sens des responsabilités à son égard. Les éducateurs, à tous les niveaux, sont au cœur de ce processus.

L'EDD investit tous les niveaux et domaines de l'éducation

8. Intégration de l'EDD à l'éducation formelle

There is growing recognition among policy-makers that the earliest stage of learning (ECCE) is the foundation of Les décideurs politiques s'accordent de plus à reconnaître que les premiers stades de l'apprentissage (EPPE) constituent le socle du développement durable. Les experts de l'éducation ont une meilleure connaissance des capacités des jeunes enfants à répondre aux questions de l'environnement/durabilité et à être les agents du changement au sein de leur famille et de leur communauté. Les progrès de l'EDD dans l'EPPE restent limités, mais les connaissances et l'engagement pour réorienter l'EPPE se poursuivent.

Dans les enseignements primaire et secondaire, il existe des preuves particulièrement solides de l'intérêt politique envers l'EDD et son intégration. Les Etats membres signalent un large éventail d'actions en matière de politique et de planification dans les enseignements primaire et secondaire qui figurent parmi leurs plus grandes réalisations de la Décennie. L'examen des documents officiels des programmes d'enseignement a révélé que de nombreux pays incluent maintenant la durabilité et/ou les thèmes environnementaux parmi les objectifs globaux de l'éducation. Cependant, malgré les importantes avancées en matière de politique et de programme, les efforts en vue de former les enseignants pour réaliser ces objectifs n'ont pas autant avancé. Davantage doit être fait pour réorienter la formation des enseignants vers l'approche de l'EDD en termes de contenu et de méthodes pédagogiques

La décennie écoulée a vu l'enseignement supérieur intensifier ses efforts vers le développement durable. Il y a eu des efforts considérables pour introduire la durabilité dans les activités de l'enseignement supérieur (même si l'on compte à ce jour peu d'exemples « d'universités entièrement vertes »). Il existe de nombreux exemples de nouveaux cours spécialisés sur la durabilité, l'expérimentation d'une réorientation à l'échelle institutionnelle des programmes, divers exemples de bonnes pratiques dans les processus d'enseignement et d'apprentissage et des progrès importants dans les travaux de recherches sur la durabilité et les relations communautaires. Bien que des progrès aient été accomplis, la transformation globale de l'enseignement supérieur vers le développement durable reste à réaliser. Les enseignements tirés de la DEDD suggèrent qu'il faudra davantage que le rapprochement ou le développement des bonnes pratiques existantes – et accorder une plus grande attention aux approches systémiques en ce qui concerne le changement des programmes d'enseignement et le renforcement des capacités des dirigeants.

9. L'essor de l'EDD non formelle et informelle

La sensibilisation aux enjeux de l'environnement et du développement durable se serait améliorée dans la vie quotidienne des communautés, des familles et des individus de nombreux pays, bien que les preuves établissant un lien entre la prise de conscience et l'évolution des choix et des comportements demeurent difficiles à recueillir. Il est nécessaire de mener des recherches approfondies pour comprendre les évolutions des normes sociales et des comportements individuels. En particulier, en raison de l'essor de l'utilisation des médias sociaux, il est nécessaire de renouveler la compréhension de ce qui constitue la citoyenneté mondiale dans un « environnement virtuel » et la façon dont les gens sont influencés par les vastes réseaux d'amis et de collègues, en plus des processus plus formels de l'éducation et des médias traditionnels.

Des progrès majeurs ont été accomplis à travers l'éducation et la formation pour renforcer la réponse du secteur privé au développement durable. En 2014, les grandes entreprises et les multinationales sont mieux sensibilisées aux questions de la durabilité, grâce à l'apprentissage par les pairs dans des cadres non formels (conférences, ateliers, événements associatifs, etc.) et les programmes plus formels de formation des cadres. Dans de nombreux cas, l'éducation, la formation et les efforts de sensibilisation ont entraîné l'adoption de la durabilité dans les stratégies commerciales. La demande d'enseignement et de formation techniques du commerce et de l'industrie s'est accrue pour mettre en œuvre les pratiques liées à la durabilité, comme la conception et la production à faible empreinte carbone, la méthode des coûts complets et l'information sur la durabilité.

Il reste une marge considérable pour tirer parti du vaste éventail d'initiatives de formation, de renforcement des capacités et de sensibilisation au développement durable utilisé par la société civile et le secteur privé. Il se passe notamment beaucoup de choses en rapport avec l'intégration de l'éducation au développement durable et l'intégration du développement durable.

10. L'enseignement et la formation techniques et professionnels favorisent le développement durable

A l'échelle mondiale, les moteurs pour favoriser l'EDD dans l'EFTP incluent : les modifications de l'environnement physique nécessitant davantage de technologies et de compétences pour la restauration des environnements dégradés ainsi que l'adaptation aux modifications de l'environnement résultant des bouleversements climatiques et des catastrophes naturelles ; les modifications de la demande des consommateurs en faveur de produits et de services plus écologiques ; et le changement des directives internationales et des réglementations nationales ainsi que les incitations pour la gestion des déchets, l'eau, l'énergie, la construction et les systèmes de transport. En conséquence, la politique et la planification internationales du développement durable ainsi que la politique et la planification de l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) s'alignent sur l'économie verte et l'agenda en compétences vertes, suscitant de nouveaux travaux de recherche et des initiatives de renforcement des capacités. Suite à l'attention internationale, les systèmes nationaux d'EFTP commencent à reconnaître la nécessité d'évoluer pour soutenir un développement économique plus vert. Dans le secteur privé, les demandes de travailleurs qualifiés capables de travailler dans les entreprises traditionnelles en reconversion verte et dans les nouvelles entreprises vertes influencent aussi la réorientation de l'EFTP.

2.2. Défis

Bien que ces dix tendances soient encourageantes – et démontrent les leviers qui peuvent exister pour faire avancer l'EDD –, les Etats membres et les autres parties prenantes continuent de faire face à plusieurs défis :

- **La poursuite du rapprochement entre les secteurs de l'éducation et du développement durable** : bien que nous ayons appris au terme de la Décennie que le rapprochement des politiques de l'éducation et du développement durable est crucial pour promouvoir l'EDD et que ces agendas convergent progressivement, les liens restent faibles dans de nombreux pays. Il reste difficile d'obtenir le soutien politique large, ouvert et soutenu qui est nécessaire pour opérer cette évolution. De nombreux Etats membres ont jugé que l'intégration insuffisamment coordonnée de l'EDD dans les politiques et plans nationaux de développement et la faiblesse de la communication interministérielle étaient des obstacles importants à la mise en œuvre de l'EDD. Il faudra accroître la coopération et la coordination interministérielle de manière significative pour s'assurer que l'éducation appuie les objectifs du développement
- **Plus de travail pour institutionnaliser l'EDD** : la majorité des Etats membres ont affirmé que l'EDD progresse bien, mais d'entre eux peu ont indiqué une mise en œuvre complète de l'EDD dans les systèmes, les politiques et la planification. *Capacity-building for policy-makers, education leaders and practitioners is also critical to driving ESD forward.* a plupart des domaines de l'éducation ont été lents à réagir à la nécessité de passer de la création d'un environnement propice (engagements de haut niveau, objectifs et orientation politique) à des changements réels en matière de programmes d'enseignement et de pratiques éducatives à tous les niveaux. L'évolution systémique nécessitera : i) des efforts constants pour approfondir la compréhension de la notion d'éducation de qualité pour y inclure la pertinence, le but et les valeurs de la durabilité ; et, ii) l'institutionnalisation de l'EDD, y compris un investissement en personnel et en ressources financières qui aille au-delà efforts de dirigeants et de militants individuels et la poursuite des efforts en cas de changements politiques, de priorités et de personnel. Fixer des objectifs globaux, maintenir et développer des points focaux nationaux, et créer des groupes de coordination post-DEDD seront des éléments importants pour soutenir la dynamique en vue d'ancrer l'éducation au développement durable dans les politiques et les pratiques nationales et sous-nationales de l'éducation. De plus, un renforcement des capacités accru des responsables politiques, leaders et praticiens de l'éducation est également primordial pour promouvoir l'EDD.
- **Améliorer le suivi et l'évaluation** : à ce jour, les outils de suivi pour évaluer la qualité des programmes d'EDD, leur degré de mise en œuvre et les résultats d'apprentissage qu'ils produisent ont été peu utilisés. Le suivi et l'évaluation doivent être améliorés pour fournir des preuves pour la poursuite et l'expansion de l'investissement en faveur de l'EDD et pour des relations réflexives avec l'EDD en tant que processus émergent de la réorientation de l'éducation.

La DEDD a non seulement réussi à accroître le niveau de sensibilisation à l'EDD, mais elle est incité les parties prenantes à renforcer leur compréhension par la recherche, les projets pilotes, les initiatives de renforcement des capacités, les partenariats et les réseaux, ce qui s'est traduit par l'application des enseignements tirés et des évolutions de la politique et de la pratique dans de nombreux domaines. Malgré les défis qui restent à relever, le socle solide d'engagements, de connaissances et de bonnes pratiques élaborées pendant la Décennie appuiera les réponses mondiale, régionale, nationale et locale ainsi que la dynamique de l'EDD à l'avenir.

DRAFT

COMPETENCES PEDAGOGIE REGIONALE

CHANGEMENT CLIMATIQUE INTERNATIONAL

ECONOMIE RECHERCHE NATIONALE

CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLE

RESEAUX EDUCATION SECONDAIRE QUALITE DE L'EDUCATION GOUVERNANCE

ENSEIGNEMENT ET FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS

CITOYENNETE MONDIALE SOCIETE CIVILE

CONNAISSANCES MEDIAS MOYENS D'EXISTENCE DURABLES ETATS MEMBRES

EDUCATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

SUIVI PARTICIPATIF EDUCATEUR

DECIDEURS LIFELONG LEARNING ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

ENVIRONNEMENT SECTEUR PRIVE

REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE PERTINENT

RENFORCEMENT DES CAPACITES PENSEE CRITIQUE

RESOLUTION DE PROBLEME ECONOMIES VERTES

EDUCATION ET PROTECTION DE LA PETITE ENFANCE

UNESCO ENSEIGNANTS SOCIETES VERTES

POLITQUES SENSIBILISATION DU PUBLIC

CURRICULUM PROGRAMME PRISE DE DECISION

IMAGINER LE FUTUR

UN ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EVALUATION

SOCIETE APPROCHE SCOLAIRE GLOBALE

FORMATION GOUVERNEMENT LOCAL

VALEURS ATTITUDES

BIODIVERSITE GOUVERNEMENT



NIUE



Chapitre 3 Politiques

Politiques

L'importance du leadership

Points forts

Political leadership is crucial for ESD.

ESD is increasingly a part of policies to address sustainable development issues (e.g. climate change).

Sustainable development and education policies are becoming more and more aligned.

ESD has become an important part of the global policy discourse.

Défis

Beaucoup reste pour assurer la pleine cohérence du secteur de l'éducation avec celui du développement durable.

L'EDD n'est pas intégrée de manière cohérente dans les politiques sectorielles ou sous-sectorielles pertinentes.

Politiques : Actions d'EDD à travers le monde

Résultats du questionnaire SEM de l'UNESCO



80%

des Etats membres ayant présenté un rapport à l'UNESCO déclarent avoir désigné un point focal pour l'EDD.



66%

des Etats membres ayant présenté un rapport à l'UNESCO déclarent avoir une stratégie ou un plan d'EDD



50%

des Etats membres ont une instance nationale de coordination de l'EDD/DEDD.



50%

des Etats membres ont inclus l'EDD dans les politiques pertinentes.



29%

des Etats membres déclarent l'EDD dans leurs documents juridiques ou réglementaires.

La **Stratégie Méditerranée sur l'EDD (MEDD)** a été formellement et unanimement entérinée par les 43 ministres de l'environnement de l'Union pour la Méditerranée le 13 mai 2014.

In Togo, the educational policy framework (Lakalaka) is Au Togo, le cadre de politique éducative (Lakalaka) est ancré dans la culture nationale et inclut un nouveau programme d'enseignement axé sur **l'EDD intitulé, Education de qualité pour un avenir durable** (Hiebert, 2013).

Dans la **loi sur l'éducation (2007) au Cambodge**, l'EDD a été intégrée en tant que composante essentielle du programme d'éducation (Conseil pour le développement du Cambodge, 2007).

Le **General Teaching Council for Scotland (GTCS)**, l'instance réglementaire pour les enseignants à réviser les normes professionnelles à inclure dans l'EDD (Watson, 2013).

L'EDD est considérée comme un mécanisme de mise en œuvre pour la **Vision 2030, la stratégie nationale de développement durable du Qatar** (Q SEM Qatar, EM).

L'EDD fait maintenant partie du « cadre national du curriculum » et en raison du **projet sociétal MID [Maurice Ile Durable]**, de nombreuses institutions/organisations formelles et non formelles s'intéressent maintenant à l'EDD (Q SEM Maurice, EM).

Au Kenya, L'EDD est intégrée dans la **Vision 2030**, 'la feuille de route du Kenya pour la réalisation du développement durable', montrant l'importance de l'alignement sur les objectifs nationaux du développement durable (SEM Kenya, EM).

Au Costa Rica, la **stratégie nationale sur le changement climatique (Estrategia Nacional de Cambio Climatico, ENCC)**, inclut le renforcement des capacités et la sensibilisation du public, l'éducation et le changement culturel, dans le but d'améliorer l'alphabetisation environnementale (Tsuneki et Shaw, à paraître, p. 1).

Le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable

Le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs de développement durable a proposé que l'EDD compte parmi les cibles de l'objectif de l'éducation pour l'après-2015 : « d'ici à 2030, faire en sorte que tous les apprenants acquièrent les connaissances et les compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, y compris notamment par l'éducation en vue du développement durable et de modes de vie durables, les droits humains, l'égalité des genres, la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence, la citoyenneté mondiale et la prise en compte de la diversité culturelle et de la contribution des cultures au développement durable » (ONU, 2014).

Chapitre 3 : Politiques

Nous sommes résolus à promouvoir l'éducation au service du développement durable et d'intégrer, de manière plus active, le développement durable au-delà de la Décennie des Nations Unies pour l'Éducation au service du développement durable.

– NU (2012c, para 233)

Promouvoir l'évolution des systèmes éducatifs a nécessité des interventions à de multiples niveaux, commençant généralement par le renforcement des cadres politiques pour favoriser et orienter la mise en œuvre de l'EDD. Cette section examine les contextes politiques de l'EDD, de la mise en place de cadres et de lignes directrices aux échelons mondial et régional à la formulation de politiques nationales et locales d'EDD.

3.1. Politiques à l'échelle mondiale

Les forums des NU ont été les chefs de file de la formulation des politiques sur l'EDD à l'échelle mondiale ; ils ont encouragé la coopération internationale et façonné le discours international. Les NU sont un cadre important au sein duquel les Etats membres se rassemblent pour convenir de buts et d'objectifs communs et codifier des normes sous la forme de résolutions, déclarations, conventions et traités. Les NU, ses organisations et ses organismes, sont des mécanismes chargés de définir des programmes, de créer l'architecture globale des interventions et de déployer les outils et les mécanismes de mise en œuvre en vue d'informer un plus large public et de l'encourager à agir. Les cadres au niveau politique international influencent souvent les politiques régionales et nationales. Dans le domaine des politiques d'EDD, les NU ont fourni une plateforme pour donner l'impulsion, définir des objectifs et renforcer les capacités nécessaires pour guider les Etats membres dans le développement de l'EDD. Comme l'affirme la Belgique : « les décisions prises à l'échelle internationale accélèrent régulièrement le processus politique flamand d'EDD » (QSEM Belgique, SE).

Vue d'ensemble des progrès

Au cours de la Décennie, les Nations Unies, avec l'UNESCO comme agence chef de file, ont défendu la vision d'un monde où chacun ait la possibilité de recevoir une bonne éducation et d'apprendre les valeurs, le comportement et les modes de vie requis pour l'avènement d'un avenir viable et une transformation positive de la société prônée par l'EDD (UNESCO, 2005a, p.6). La réalisation de cette vision nécessite une réorientation fondamentale des systèmes éducatifs à tous les niveaux – formel, non formel et informel – pour contribuer aux objectifs d'un monde plus équitable, écologiquement viable et sûr.

Au début de la Décennie, l'UNESCO était chargée de préparer le Plan international de mise en œuvre, de clarifier sa relation avec les autres politiques éducatives internationales, plus précisément le Cadre d'action de Dakar sur l'Éducation pour tous (EPT) adopté lors du Forum mondial sur l'éducation en 2000, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003 – 2012) (DNUA). Les efforts

collectifs au niveau politique international ont permis d'améliorer la compréhension du concept de l'EDD et de la manière dont il contribue aux priorités des OMD et de l'EPT en tant que cadre complémentaire. Tandis que l'EPT est axée sur l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement dispensé et que les objectifs des OMD en matière d'éducation sont centrés sur les défis de l'éducation de base et l'égalité entre les sexes, la DEDD se concentre sur la pertinence du contenu, les pédagogies novatrices et la nécessité de réorienter les systèmes éducatifs vers un développement durable. Les OMD et l'EPT ont été principalement axés sur les défis liés à l'accès à l'éducation dans les pays en développement, mais les changements démographiques et géopolitiques de ces dix dernières années, parallèlement aux crises environnementales partagées, ont facilité la reconnaissance de l'EDD comme un agenda pertinent pour tous les pays, que leur économie soit très développée, émergente ou en développement.

Le secteur du développement international a souvent considéré que l'EDD était surtout pertinente pour l'éducation formelle, sans étudier les moyens à employer pour susciter l'adhésion des secteurs de l'éducation non formelle, de la formation, de la sensibilisation du public et de l'engagement des médias. Dans le secteur éducatif, il a été difficile d'aligner l'EDD sur les objectifs de la politique nationale d'éducation, surtout dans les pays en développement dont les agendas de l'éducation se rapprochaient plus des cadres internationaux des OMD et de l'EPT.

En 2009, à mi-parcours de la Décennie, l'UNESCO a convoqué les Etats membres et les parties prenantes pour évaluer les progrès accomplis à l'occasion de la Conférence mondiale de Bonn sur l'éducation au développement durable. Les débats pendant et après 2009 ont aidé à clarifier le fait « qu'une éducation de qualité » doit prendre en compte la finalité de l'éducation : à quoi sert l'éducation ? Il ne s'agit pas seulement de l'accès, mais aussi des méthodes, du contenu – l'éducation concerne ce que les gens apprennent et comment – et de sa pertinence pour le monde d'aujourd'hui et les défis mondiaux. Plus précisément, « De par sa qualité, l'éducation doit doter les apprenants des valeurs, de la connaissance, des savoir-faire et des compétences requis pour une vie durable, une participation à la société et un travail décent » (UNESCO, 2009b, para. 4:1). La Conférence de Bonn a offert une plateforme importante permettant de définir les domaines prioritaires et elle a suscité de nouvelles modalités d'engagement et des débats sur l'EDD. La Déclaration de Bonn qui en a découlé a produit un plan d'action plus ciblé, incluant le renforcement de l'EDD dans les principales conventions sur le développement durable, comme celles axées sur le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et la biodiversité.¹

Au terme de la Décennie, l'éducation fait désormais l'objet d'une attention renouvelée en tant qu'instrument permettant d'orienter les sociétés vers un développement durable. Comme l'affirme le *Rapport mondial sur l'Education pour tous* (RMS) 2013 – 14, et l'attention qu'il accorde à l'importance de la qualité de l'éducation, **l'éducation aide les gens à comprendre la démocratie et à y participer et elle joue un rôle vital pour aborder le changement et la dégradation de l'environnement et s'y adapter** (UNESCO, 2014a). Plus important, le RMS souligne « qu'en améliorant les connaissances, en inculquant des valeurs, en nourrissant les croyances et en faisant évoluer les attitudes, l'éducation peut contribuer fortement à transformer les modes de vie et les comportements préjudiciables à l'environnement » (UNESCO, 2014a, p. 17). Grâce à l'ensemble de preuves fournies par le RMS démontrant que l'éducation transforme bel et bien les vies, la priorité accordée au rôle de l'éducation pour transformer les sociétés dans leur ensemble a été renouvelée.

Affirmer l'importance critique de l'éducation en tant qu'instrument indispensable de la transition vers le développement durable

Ces dernières années, l'EDD a reçu un appui de plus en plus important grâce au renouvellement de l'attention accordée à l'éducation en tant qu'instrument permettant la réalisation du développement durable aux échelons mondial, national et local. Les parties prenantes des Nations Unies travaillant sur les politiques de développement durable sont d'avis que les pays seront mieux à même d'affronter les problèmes auxquels ils font face en dotant leurs citoyens des connaissances, des perspectives et des aptitudes nécessaires aujourd'hui et à l'avenir. Un consensus se dégage progressivement autour de l'idée que les pays doivent non seulement changer de politiques et de technologies, mais aussi s'assurer que leurs citoyens sont dotés des connaissances leur permettant de faire des choix qui soutiendront des modes de vie durables (UNESCO, 2013b; 2013c).

1

La Déclaration de Bonn est disponible à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001887/188799e.pdf>

L'éducation est désormais intégrée aux agendas de l'environnement et du développement dans plusieurs organes et processus des NU. En 2011, le Groupe des NU pour la gestion de l'environnement a demandé à l'EDD d'aborder « les attitudes, connaissances et valeurs requises pour une éco-citoyenneté responsable » (Groupe des NU pour la gestion de l'environnement, 2011, p. 103). Le Rapport sur le développement humain 2011 du PNUD a mentionné la nécessité de l'éducation afin d'encourager la consommation durable (PNUD, 2011, p. 27). Dans son rapport de 2012, le Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale du secrétaire général des NU a mis en évidence l'EDD comme l'un des six domaines d'action prioritaires, afin de s'assurer que « l'ensemble de la société peut contribuer aux solutions qui relèvent les défis d'aujourd'hui et tirer parti des opportunités » (Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale du secrétaire général des NU, 2012, p. 6). De nouvelles opportunités se sont présentées à l'échelle mondiale pour mieux souligner la nécessité de l'EDD.

L'importance de l'éducation a été reconnue pendant les consultations sur l'Agenda de développement post-2015 organisées sous l'égide des NU, afin d'aider à définir les futures priorités mondiales, alors que la période d'engagement des OMD arrive à son terme. A travers 11 dialogues thématiques, que ce soit sur l'éducation elle-même, la santé, l'équité, le conflit ou la durabilité environnementale, l'accent a été mis sur l'éducation en tant que puissant catalyseur en vue d'un développement durable et équitable. Selon le rapport final des consultations, « il est apparu que l'éducation était l'un des outils les plus puissants dont nous disposons pour opérer les changements transformationnels nécessaires à un développement durable, mais pour concrétiser ce potentiel, les systèmes éducatifs doivent être flexibles, sensibles à la dimension culturelle, pertinents et adaptés pour changer les valeurs et les comportements des individus » (PNUD et PNUE, 2013, p. iv).

A l'issue de la Conférence 2012 des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), les nations ont convenu d'élaborer des Objectifs de développement durable (ODD) pour renforcer les objectifs des OMD et de l'EPT et converger vers l'Agenda de développement post-2015. Les travaux d'élaboration des ODD sont coordonnés par le Groupe de travail ouvert (GTO) commandité par l'Assemblée générale des NU, composé de 30 Etats membres. Il a été demandé aux Etats membres, en tant que contribution initiale au travail du GTO, de décrire les éléments clés d'un agenda du développement durable. L'éducation figurait parmi les quatre premiers (après l'alimentation, l'eau et l'énergie) (NU, 2012d). La quatrième session du GTO ciblait spécifiquement l'éducation. Résumant les résultats, les co-présidents ont parlé de la pertinence de l'éducation pour « les changements transformateurs requis pour un développement durable » et il a souligné qu'une « éducation holistique peut façonner les valeurs sociétales qui appuient un développement durable » (GTO, 2013, p. 4).

Le plus encourageant est l'intégration de l'EDD à la proposition sur les ODD préparés par le GTO. Cette intégration réaffirme avec force l'engagement international envers l'éducation en tant que composante essentielle pour des sociétés plus durables. L'objectif proposé définit l'EDD comme le fait « d'assurer une éducation de qualité, inclusive et équitable, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous » (NU, 2014), avec la cible suivante :

D'ici à 2030, s'assurer que tous les apprenants acquièrent les connaissances et aptitudes nécessaires pour promouvoir, notamment à travers l'éducation au développement durable et à des modes de vie durables, les droits de l'homme, l'égalité entre les sexes, la promotion d'une culture pacifique et de non-violence, et la reconnaissance de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable.

– NU (2014)

Deux autres points de départ sont proposés pour l'EDD. Dans le cadre de la proposition d'objectif « S'assurer de modes durables de consommation et de production », la cible suivante est suggérée : « D'ici à 2030, veiller à ce que les gens, partout dans le monde, disposent des données pertinentes et soient sensibilisés au développement durable et à des modes de vie en harmonie avec la nature » (NU, 2014). De même, dans le cadre de la proposition d'objectif « Prendre des mesures urgentes contre le changement climatique et ses effets », la cible suivante est proposée : « Améliorer la

sensibilisation, la conscientisation et les capacités humaines et institutionnelles dans les domaines de l'atténuation, l'adaptation, et la réduction des effets du changement climatique et l'alerte précoce » (NU, 2014). Ces objectifs seront améliorés, **mais on constate clairement une meilleure compréhension à l'échelle mondiale de l'importance de l'EDD pour répondre aux préoccupations sur la pertinence et la qualité de l'éducation.**

Un large éventail d'Etats membres a appuyé l'intégration de l'EDD dans l'Agenda post-2015. Par exemple, lors du sixième Sommet des BRICS en 2014, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont reconnu l'importance stratégique de l'EDD, déclarant : « Nous reconnaissons l'importance de l'éducation pour le développement durable et la croissance économique » (AGENCIES, 2014). Dans le même ordre d'idées, le Groupe de travail ministériel du Commonwealth sur le cadre de développement pour l'éducation de l'après 2015 a souligné que « l'architecture du cadre devrait refléter quatre thèmes sous-jacents devant être intégrés dans les objectifs : l'éducation en situation d'urgence, les migrations, le genre et l'éducation au développement durable ». L'EDD a été citée dans le projet de recommandations qu'il a présenté au Groupe de haut niveau des NU sur l'Agenda de développement post-2015, en demandant « d'intégrer l'éducation pour le développement durable à toutes les politiques éducatives, la formation des enseignants et des directeurs et les programmes d'enseignement (Secrétariat du Commonwealth, 2012).

L'attention accordée à l'éducation dans la définition de l'Agenda de développement post-2015 a contribué à accroître l'attention accordée à l'EDD dans les autres agendas politiques internationaux sur le développement durable, et à la renforcer. L'EDD est présentée comme un mécanisme important permettant de favoriser la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de plusieurs conventions internationales sur l'environnement et le développement (voir l'encadré Box 3.1.1.1).

Ces efforts ont été soutenus par l'UNESCO, faisant de l'éducation une priorité pour le changement climatique, la biodiversité et la réduction des risques de catastrophes à l'issue de la Conférence internationale sur le développement durable de 2009 (UNESCO, 2009b, para. 16).

Encadré 3.1.1.1 : L'inclusion de l'EDD dans les conventions et accords majeurs sur le développement durable

- La Décennie des NU sur la biodiversité 2011–2020 et le nouveau Plan stratégique ont donné un nouvel élan à l'éducation à la biodiversité. Ce travail est soutenu par l'Article 13 de la Convention sur la diversité biologique et ses programmes de travail.
- Le programme de travail de Doha sur l'Article 6 de la CCNUCC définit l'agenda de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public sur le changement climatique. Les Conférences des parties (COP) 18/CMP 8 ont lancé l'Alliance des Nations Unies sur le changement climatique, la formation et la sensibilisation du public, afin de promouvoir une coopération internationale constructive, orientée vers les résultats et efficace en soutien à l'action en faveur de l'apprentissage au service du changement climatique.
- La priorité 3 du Cadre d'action de Hyogo 2005–2015 sur la réduction des risques de catastrophe porte sur l'utilisation des connaissances, de l'innovation et de l'éducation pour promouvoir la réduction des risques de catastrophe.
- L'éducation et la sensibilisation sont des composantes clés du Plan-Cadre stratégique décennal sur la désertification 2008–2018. La CNUDD a intégré l'éducation conformément à la Décennie des NU pour les déserts et la lutte contre la désertification (2010–2020).

C'est la convergence entre les politiques visant à promouvoir l'économie verte et la politique éducative relative à l'EFTP, réunies dans le cadre de l'agenda économie verte-compétences vertes, qui fait apparaître le plus clairement l'importance des politiques d'EDD. Pour le PNUE, l'économie verte est une économie qui « entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources » (PNUE, 2011, p. 16). Afin de favoriser la transition vers l'économie verte, des compétences techniques et professionnelles appropriées seront nécessaires. C'est au croisement de ces nouvelles approches du développement économique que l'on observe le mieux le rôle de l'éducation en soutien au développement, et du potentiel de transformation systémique lorsque les deux domaines commenceront à travailler ensemble.

Pour l'UNESCO, l'EFTP au service du développement durable dépasse les compétences techniques requises et inclut un état d'esprit et un ensemble de compétences que l'on peut appliquer dans tous les domaines d'activités, permettant ainsi à tous les travailleurs de jouer des rôles appropriés, à la fois dans leur milieu professionnel et dans leur communauté plus large, au service du développement durable. L'EDD est au cœur de l'EFTP pour le développement durable et fournit un cadre pour réorienter l'EFTP (UNESCO, 2013d). Les organismes des NU (à savoir l'UNESCO-UNEVOC, le PNUE et l'Organisation internationale du travail), en collaboration avec d'autres comme le Centre européen pour

le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP) par le biais du Groupe de travail inter-agences sur « l'écologisation de l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et le développement des compétences », jouent un rôle de chef de file pour favoriser ce rapprochement.

Cette convergence des domaines à l'échelle internationale a donné lieu à un vaste programme de travail entre les organismes internationaux et à la production de rapports complets, de programmes de formation de haut niveau et de lignes directrices pour une mise en œuvre internationale. Sur la base de ces efforts, l'OIT et le CEDEFOP affirment que « les réponses cohérentes de développement des compétences à des niveaux multiples sont considérées comme l'approche la plus efficace pour les économies vertes », car elles traitent à la fois la consommation – par la sensibilisation à l'environnement – et la production, par une transition vers des pratiques plus conscientes de l'environnement à travers des programmes de formation (OIT et CEDEFOP, 2011, p. xxiii).

L'intégration des questions de développement durable et de méthodes d'apprentissage novatrices améliore la pertinence de l'éducation

L'EDD a beaucoup contribué au contenu de l'éducation grâce à : a) l'introduction de nouvelles approches holistiques et systémiques et, b) l'acceptation de méthodes d'enseignement novatrices chez un nombre croissant d'éducateurs.

– (QSEM Grèce, SE)

L'EDD propose une nouvelle vision et un nouveau but de la politique et la pratique de l'éducation. Parmi les dernières initiatives éducatives à l'échelle mondiale qui ont beaucoup influencé les politiques, certains signes indiquent un renforcement des liens entre les questions relatives au développement – ciblées sur l'accès et la qualité de l'éducation et le concept de but universel de l'éducation pour soutenir des sociétés plus durables.

Cet accent sur le but de l'éducation en soutien aux objectifs internationaux est au cœur de nombreuses initiatives récentes des NU. Citons notamment l'initiative mondiale L'éducation avant tout du secrétaire général des NU (GEFI) qui affirme que « l'accès à l'éducation est essentiel, mais ce n'est pas suffisant. Nous devons nous assurer que les gens acquièrent les compétences appropriées pour participer pleinement à la société d'aujourd'hui fondée sur le savoir » (NU, 2012b) ; le Cadre d'action de Belém 2009 sur l'apprentissage et la formation des adultes (AFE) qui reconnaît le rôle joué par l'AFE dans la réalisation de « l'Agenda des NU pour un développement humain, social, économique, culturel et environnemental durable » (UNESCO-UIL, 2009) ; et la Conférence intergouvernementale Tbilisi+35 sur l'éducation à l'environnement² qui a admis que l'EDD est désormais reconnue sur **le plan international comme une stratégie éducative fondamentale pour doter les citoyens des valeurs et principes du développement durable, de la connaissance des questions de durabilité et des aptitudes et de la motivation leur permettant d'appliquer ces connaissances à leurs propres actions** aux échelons local, national, régional et mondial (UNESCO, PNUE et le gouvernement de Géorgie, 2012). Ces efforts, parallèlement et conjointement à la DEDD, ont permis de réussir à trouver un terrain d'entente entre des acteurs internationaux ayant des intérêts très variés, en mettant l'accent sur la nécessité de contenus éducatifs et de compétences pertinents pour le monde d'aujourd'hui.

L'attention donnée aux compétences transférables ou compétences transversales illustre l'importance accrue accordée à la pertinence de l'éducation. L'Equipe spéciale sur la métrique de l'apprentissage (LMTF), consultation mondiale organisée par l'Institution Brookings et l'Institut de statistique de l'UNESCO, mentionne la nécessité d'une « série de compétences adaptables, flexibles pour répondre aux demandes du 21^{ème} siècle » (LMTF, 2013a). Ce type de compétences pourra inclure entre autres les compétences nécessaires aux progrès du développement durable, notamment « les compétences collaboratives de résolution de problème » (LMTF, 2013b). Le Rapport mondial de suivi 2013 de l'UNESCO souligne aussi l'importance des compétences transférables : « Les programmes d'enseignement doivent garantir que tous les enfants et les jeunes n'acquièrent pas uniquement les compétences fondamentales, mais

2 Si les consultations sur l'Agenda de développement post-2015 et les consultations faisant la promotion des nouveaux Objectifs de développement durable se sont déroulées parallèlement, des efforts sont en cours aux NU pour rapprocher et fusionner ces deux processus.

aussi les compétences transférables comme la pensée critique, la résolution de problème, le plaidoyer et la résolution de conflit, pour les aider à devenir des citoyens responsables du monde » (UNESCO, 2014a, p. 36). Il reste à voir si et comment les recommandations de l'Equipe spéciale peuvent être mises en œuvre. Cependant, l'attention donnée à ces compétences transversales est un signe encourageant et le développement de ce type de compétences devrait améliorer et soutenir l'enseignement des connaissances importantes et des structures du savoir (le « contenu du développement durable »)

On peut également trouver des preuves de l'attention donnée à la pertinence de l'éducation dans les discussions des parties prenantes sur l'après 2015. **Les entreprises du secteur privé, les organisations de la société civile et d'autres jouent un rôle clé pour élargir le but de l'éducation et en faire une priorité élevée pour les nouveaux objectifs mondiaux.** Par exemple, dans les consultations du Pacte mondial des NU sur l'agenda de développement post-2015, les entreprises du secteur privé soulignent l'importance du contenu et demandent l'intégration du développement durable dans les programmes d'enseignement de l'après 2015 (CMNU, 2014).

La voix des acteurs de l'éducation en faveur du changement se fait aussi plus forte. L'association mondiale des syndicats d'enseignants et Education International déclarent ce qui suit dans le document de principe pour l'après 2015 : « Ainsi, la qualité de l'éducation est fondamentale pour la réalisation de tous les autres objectifs du développement, notamment le genre, l'équité, la santé, la nutrition et la durabilité environnementale » (Education International, 2014). De plus, dans leur réponse commune au domaine prioritaire 4 des Objectifs de développement durable, des grands groupes (travailleurs et syndicats, femmes et jeunes, ONG et peuples autochtones) partageait cet avis : « L'éducation est le principal moyen permettant réaliser un changement social durable et un développement durable [...] En bref, **ce que les gens apprennent, comment ils l'apprennent, où ils l'apprennent, dans quel contexte et avec qui, sont des facteurs déterminants pour la réalisation d'une éducation de qualité et du développement durable** » (NU, 2012a).

Les discussions au sujet des ODD ont offert l'occasion de réaffirmer que le fait d'accroître l'accès et l'enseignement des compétences fondamentales n'est pas le seul facteur déterminant pour le développement, mais une éducation qui permet aux individus – en qualité de citoyens, travailleurs et consommateurs – d'acquérir les connaissances, aptitudes et valeurs leur permettant d'avoir des moyens d'existence et des modes de vie durables, de comprendre le monde qui les entoure, d'être conscients de l'interdépendance des problèmes internationaux, de développer le sens des responsabilités qui découle de cette prise de conscience, et de contribuer à une société durable plus juste..

Implications pour le futur

L'EDD a aidé les parties prenantes à comprendre l'appui apporté par l'adoption d'une approche intégrée de l'apprentissage et l'utilité d'employer des approches novatrices, actives et participatives à l'enseignement et à l'apprentissage. Mais il reste encore un long chemin à parcourir !

Le plus intéressant est que la décennie a lancé le débat sur l'EDD et la qualité de l'éducation.

– (QSEM Maurice, SE)

A l'échelle mondiale, la Décennie a servi à mettre en lumière la mission de l'éducation en appui aux objectifs mondiaux, affirmé l'importance critique de l'éducation pour promouvoir les agendas politiques du développement durable et contribué à rapprocher les agendas politiques sur les économies vertes et le développement des compétences techniques et professionnelles.

Quand les 192 représentants des Etats membres des Nations Unies se sont rencontrés à Rio+20, l'engagement suivant a été inclus dans le document final de la conférence : « Nous sommes résolus à promouvoir l'éducation au service du développement durable et à intégrer plus activement la question du développement durable aux programmes d'enseignement au-delà de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable »

(NU, 2012c, para 233). Cet engagement définit le mandat sur lequel s'appuyer et, de fait, élargit les travaux qui ont déjà été entrepris dans le cadre de la DEDD. Plus précisément, les Etats membres ont déclaré ce qui suit :

Nous avons conscience que les nouvelles générations sont les gardiennes de notre avenir et qu'il est nécessaire d'améliorer l'accès à l'enseignement au-delà du primaire et la qualité de cet enseignement. En conséquence, nous sommes déterminés à doter nos systèmes éducatifs des moyens de mieux préparer nos jeunes à promouvoir le développement durable, notamment en améliorant la formation des enseignants, en mettant au point des programmes scolaires abordant les questions liées à la durabilité, et des programmes de formation préparant les étudiants à des carrières dans des domaines en rapport à la durabilité, et en faisant un usage plus efficace des technologies de l'information et de la communication, afin d'améliorer l'apprentissage. Nous appelons au renforcement de la coopération entre les écoles, les communautés et les autorités en vue de faciliter l'accès un enseignement de qualité à tous les niveaux.

– NU (2012c, para 230)

En conséquence, lors de sa 37^{ème} session en 2013, la Conférence générale de l'UNESCO a approuvé le Programme d'action global (GAP) sur l'EDD qui fournira le cadre de l'EDD à l'échelle mondiale au-delà de 2014. Elaboré en consultation étroite avec les Etats membres et les autres parties prenantes, le GAP a deux objectifs. Le premier objectif est tourné vers le secteur éducatif qui est appelé à réorienter l'enseignement et l'apprentissage de façon à ce que chacun ait la possibilité d'acquérir les connaissances, aptitudes, valeurs et attitudes qui leur donnent les moyens de contribuer au développement durable (UNESCO, 2013e). Le second objectif insiste sur le fait que tracer notre chemin vers le développement durable nécessite la participation de tous les secteurs du gouvernement et de la société, pas seulement l'intégration du développement durable aux questions se rapportant uniquement à l'éducation. L'éducation et l'apprentissage doivent être renforcés dans tous les agendas, les programmes et les activités qui promeuvent le développement durable (UNESCO, 2013e).

Alors que les objectifs de la DEDD, des OMD et de l'EPT arrivent à leur terme, l'EDD aide à renforcer, approfondir et élargir les débats et les discussions sur la qualité de l'éducation.

Encadré 3.1.2.1 : Actions suggérées

- ➔ **La dynamique qui a été créée pour promouvoir l'EDD pendant la Décennie doit être soutenue et intensifiée.** A l'échelle mondiale, toutes les parties prenantes continuent de collaborer en vue d'ancrer le développement durable au cœur de l'éducation et la formation et d'ancrer l'éducation et la formation dans le développement durable. La collaboration inter-agences à l'échelle mondiale doit être renforcée et poursuivie, car elle est essentielle pour passer du débat international à l'action.
- ➔ **Bien qu'à la mi-2014, on ne voit pas encore clairement ce que l'Agenda final de développement post-2015 englobera, il sera primordial de rapprocher le mécanisme de suivi de la DEDD (à savoir le Programme d'action global) de l'Agenda de développement post-2015 et des objectifs émergents du développement durable.** Le GAP, qui doit être lancé lors de la Conférence mondiale sur l'éducation au service du développement durable (10-12 novembre 2014, Aichi-Nagoya, Japon), doit être mis en œuvre comme une « contribution concrète et tangible à l'Agenda post-2015 (UNESCO, 2013e).

3.2. Politique régionale

Il est clair que dans la région de l'Amérique latine des progrès importants ont été réalisés en matière d'éducation environnementale, tant sur le plan de la politique que de la pratique. On y trouve une plus grande sensibilisation à l'Education à l'environnement (EE) et à l'EDD, et dans des pays comme Cuba, on peut constater l'intégration de l'EE et de l'EDD.

– UNESCO (2013o)

Tout comme la politique mondiale influence les engagements nationaux, les processus régionaux aident également à façonner et à orienter l'évolution de la politique dans les pays partageant des préoccupations et des intérêts communs au niveau régional ou sous-régional. Les politiques et cadres en rapport avec l'EDD ont beaucoup évolué en raison des différences importantes au niveau des défis de durabilité dans chaque région, notamment la pauvreté, le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'eau et la situation sanitaire, et la consommation et la production durables (Unesco, 2009 a). Cependant, **l'approche régionale au cours de la DEDD, a permis d'identifier des réalisations importantes dans chaque région (renforçant les actions positives), ainsi que des défis communs et la nécessité d'une action collective pour aller de l'avant.**

Vue d'ensemble des progrès réalisés

Les importantes initiatives régionales reflètent la portée de la DEDD dans le monde. Au début de la DEDD, il y a eu des lancements régionaux importants dans les cinq régions des Nations unies, réunissant des gouvernements, des agences internationales, des ONG, et d'autres parties prenantes pour permettre une plus grande sensibilisation aux objectifs de la DEDD, et pour exprimer leur soutien à la DEDD. Simultanément, ont été appliquées des stratégies régionales pour le développement et la mise en œuvre de la DEDD. Les lancements régionaux et les stratégies et cadres régionaux qui ont suivi ont permis de contextualiser la DEDD au niveau régional ; de contribuer au débat sur le rôle de la DEDD ; d'aider au développement des politiques et plans nationaux de la DEDD. Ces lancements régionaux ainsi que les ateliers et les symposiums nationaux se sont avérés essentiels pour obtenir le soutien des parties prenantes et leur engagement direct dans des activités et des initiatives de politique pour faire avancer la DEDD (Tilbury, 2007).

Afrique sub-saharienne

La région Afrique a lancé la DEDD et sa *Stratégie d'éducation pour le développement durable pour l'Afrique subsaharienne* (SEDDAS) lors de la Biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) au Gabon, en mars 2006. La déclaration d'engagement ministériel et l'appel au soutien et à l'action en faveur de la SEDDAS ont souligné l'importance d'assurer l'intégration des cultures, des systèmes de connaissances, des langues, des modes de vie africains dans les cadres, programmes et activités élaborés dans le cadre de la DEDD et ont pris l'engagement de mettre en œuvre la DEDD.

Dans les années qui ont suivi le lancement de la DEDD des Nations unies, la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (une communauté économique régionale) et les pays de la Corne de l'Afrique ont adopté l'EDD et ont appuyé des programmes en collaboration avec divers pays pour renforcer l'EDD dans les pays, tant dans les ministères de l'environnement/du DD, que dans les ministères de l'éducation avec des répercussions importantes sur l'EDD et le DD sur le plan de la politique et de la pratique. Cependant, cette approche visant à lier l'EDD aux priorités de la communauté économique régionale dans les contextes régionaux n'était pas très répandue en Afrique et reposait sur le soutien des bailleurs.

Tout récemment, en 2012, la Conférence ministérielle africaine de l'environnement (AMCEN) a produit la Déclaration d'Arusha. Parmi ses principales résolutions figurent le développement d'un Plan d'action africain d'éducation et de formation environnementales (PAAEFE) pour renforcer l'éducation environnementale (EE) et la formation en Afrique, englobant l'éducation formelle et non formelle, le renforcement des capacités et les composantes de réseautage en matière d'information (UNEP, 2012). Un projet de ce plan d'action qui sera présenté à l'AMCEN pour examen est en cours d'élaboration.

Alors que ces évolutions et le dernier Plan d'action sont des étapes importantes dans la coopération régionale sur l'EDD, en 2013, une consultation régionale africaine de l'Unesco a identifié les défis suivants : la nécessité de donner une impulsion stratégique à l'éducation au changement climatique, à la biodiversité et la réduction de risques de catastrophes ; l'intégration insuffisante de l'EDD dans les politiques de développement nationales et les plans sectoriels (éducation, santé, agriculture, etc.) ; une coopération interministérielle et une coordination médiocres entre les différentes parties prenantes pour la mise en œuvre de l'EDD ; la nécessité de renforcer les réseaux et d'accroître les synergies entre les parties prenantes dans l'ensemble de la région ; et la mobilisation inadéquate des ressources (Unesco, 2014 c). Ces défis exigeront un examen attentif et une attention considérable dans les années à venir.

États arabes

Le lancement des activités de la DEDD a eu lieu à Bahreïn (septembre 2005). À cette réunion, des experts et des spécialistes concernés par l'éducation et la formation ont adopté la définition suivante de l'EDD : « l'acquisition et la pratique de connaissances, valeurs et compétences qui garantissent l'équilibre entre les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement, et l'observation du développement et des progrès au cours de la vie des individus et de la société » (Unesco, 2008 a).

Au début de la DEDD, l'EDD était essentiellement axée sur les questions environnementales, avec une présence plus forte dans l'éducation formelle que dans l'éducation non formelle/informelle (Unesco, 2010 a). À la fin de la DEDD, Sulieman et Karam ont noté que l'EDD avait permis un début d'harmonisation sur le plan de l'accès, de la qualité et de l'égalité entre les genres dans la région arabe (Unesco, 2013 f). Les résultats de la consultation des pays arabes en 2013 ont révélé qu'il est nécessaire d'assurer une meilleure coordination entre les expériences avec la DEDD au niveau régional et celles au niveau national. De même, en progressant, il sera nécessaire d'assurer une plus grande coordination entre le ministère de l'éducation et les ministères de l'environnement et du développement durable.

Asie et Pacifique

La stratégie régionale de l'EDD intitulée *Document de travail : stratégies régionales Asie-Pacifique d'éducation pour un développement durable* (2005) a permis de guider l'EDD en Asie et dans la région Pacifique. Le développement de la stratégie a permis de créer et d'encourager des partenariats et des réseaux régionaux et des initiatives de politiques en faveur de l'EDD. Le Centre culturel Asie-Pacifique de l'Unesco (ACCU) le Comité directeur inter-agences des Nations unies pour la DEDD et le Groupe consultatif régional Asie-Pacifique encadré par l'Unesco Bangkok, ont œuvré pour diriger la coordination des efforts DEDD dans la région (Unesco, 2009c). Leur travail englobait une série d'ateliers de coordination et de renforcement des capacités avec un accent particulier sur les décideurs pour renforcer le leadership en matière d'EDD. Des outils tels que l'Astrolabe EDD ont été élaborés pour aider les pays à faire le bilan des liens avec l'EDD dans la politique nationale, à cartographier les activités actuelles en rapport avec l'EDD et à identifier les acteurs importants et l'ampleur et la portée de leur implication dans l'EDD (Unesco, 2011b). Le gouvernement japonais a été un donateur important et a largement soutenu les efforts de coopération régionale pour promouvoir le développement à travers l'éducation.

Depuis la Stratégie régionale Asie-Pacifique sur l'EDD, plusieurs stratégies et plans sous-régionaux ont été élaborés ou révisés pour inclure des éléments d'EDD. L'Association des pays d'Asie du Sud-Est (ASEAN) a élaboré un plan d'action environnementale (2014 – 2018) qui a été adopté par les ministres de l'environnement de l'ASEAN en 2013 pour succéder au précédent Plan AEEAP 2000 – 2005. L'éducation environnementale a été définie dans le plan dans le cadre du développement durable comme « un processus pour aider les populations, à travers l'éducation formelle et non formelle/informelle, à acquérir une compréhension, des compétences et des valeurs qui leur permettront de participer en tant que citoyens actifs et informés au développement d'une société écologiquement durable et socialement juste (ASEAN, 2014, P.3) ».

Le cadre d'action sur la DEDD du Pacifique a été entériné par les ministres de l'éducation du Pacifique en 2006 pour servir de mécanisme pour favoriser la mise en place de l'EDD dans l'éducation dans la région (Unesco, 2007). En 2007, les ministres ont entériné le Plan d'action régional du Pacifique en faveur de l'EDD. En 2009, la Revue de l'avancement dans la mise en œuvre du Plan d'action régional du Pacifique en faveur de l'EDD associée au Cadre EDD du Pacifique constitue un bon exemple ; outre le fait qu'il complète le Plan Pacifique, le Plan d'action complète également d'autres initiatives régionales et internationales y compris les OMD, l'EPT et la Décennie des Nations unies pour l'alphabétisation, ainsi que d'autres cadres éducatifs (Hiebert, 2013).

Plus récemment, vient d'être finalisée une feuille de route pour l'ASEAN pour introduire l'éducation pour la durabilité dans les universités en 2015. La feuille de route inclura le concept de « mentalité de durabilité » à tous les niveaux de l'éducation et deviendra une des activités de l'Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est (SEAMEO).

Amérique latine et Caraïbes

La stratégie de la DEDD pour l'Amérique latine et les Caraïbes est le produit de la Conférence 'Bâtir l'éducation au développement durable' qui s'est tenue au Costa Rica en 2006, en collaboration avec l'Unesco et la Charte de la Terre. La stratégie régionale qui en découle est fondée sur une vision partagée des politiques de l'éducation qui contribuent à enrayer les dommages environnementaux et la destruction tout en bâtissant des sociétés justes et viables à travers une participation inclusive.

La stratégie reconnaissait la nécessité d'une coordination des programmes régionaux en cours tels que le Projet régional d'éducation pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PRELAC) et le Programme d'Amérique latine et des Caraïbes pour l'éducation environnementale (PLACEA). Dans le cadre du PRELAC, les ministres de l'éducation et d'autres parties prenantes à haut niveau de l'éducation ont défini les principes directeurs et la feuille de route du programme régional de développement post-2015, pour donner un rôle prédominant à l'éducation. Parmi les questions émergentes concernant l'éducation dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le document identifie l'enrichissement des systèmes éducatifs avec un contenu et des méthodes de développement durable, les pratiques écologiques, le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes.

Au cours de la DEDD, l'histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes en matière d'éducation environnementale (EE) a été une base pour la promotion de l'éducation en tant qu'outil essentiel pour le développement durable. L'inclusion de l'EDD est étroitement liée aux avancées de l'EE (Unesco, 2007 ; 2009a ; 2012d). Dans la majorité des pays de la région, le terme EE continue à être utilisé beaucoup plus largement que celui d'EDD. Cependant, on voit se répandre l'utilisation des deux termes EE et EDP dans les documents de politique, en dépit de la circonspection qui entoure les idées et les pratiques EDD. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, des personnes clés considèrent que bien que la dimension environnementale de l'EDD ait fait l'objet d'une attention considérable, les aspects sociaux et l'équité ne sont toujours pas correctement développés. Pour ceux qui continuent à insister sur l'EE à l'extérieur d'un cadre d'EDD, l'Unesco travaille à renforcer les contacts et la communication pour réduire cette tension et reporter l'attention sur les points communs entre l'EE et l'EDD, encourageant une vision plus large d'une éducation transformatrice et de qualité pour un présent et un avenir viables.

Europe et Amérique du Nord

Sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (UNECE ou CEE des Nations Unies) une stratégie régionale a été élaborée pour faciliter l'introduction et la promotion de l'EDD, découlant du processus Environnement pour l'Europe en 2003 ³.

La stratégie EDD de l'UNECE a été adoptée par les ministres de l'éducation et de l'environnement à la réunion à haut niveau de Vilnius en 2005. La région Europe et Amérique du Nord a été la première à officiellement adopter une stratégie pour la DEDD.

Depuis l'adoption de la stratégie, l'UNECE a joué un rôle catalytique important dans la promotion de l'EDD dans la région UNECE. L'UNECE regroupe 56 pays de l'Union européenne, d'Europe occidentale et d'Europe de l'est, d'Europe du sud-

3 Voir <http://www.unece.org/environmental-policy/areas-of-work/education-for-sustainable-development-esd/about-us/the-strategy.html>

est, du Commonwealth des Etats indépendants et d'Amérique du Nord. Un comité directeur intergouvernemental qui regroupe les ministres de l'éducation et de l'environnement a été créé et un mécanisme exhaustif de suivi et d'évaluation a été mis en place dans le cadre de la stratégie UNECE pour l'EDD.

Au cours des 10 années de DEDD, l'UNECE a noté des avancées significatives dans le passage de la politique à la pratique dans son deuxième rapport d'évaluation, *Apprendre les uns des autres : réalisations, défis et voie vers l'avant*, avec 36 pays sur 56 associés à différents niveaux, de l'adoption jusqu'à la mise en œuvre. **La majorité des pays de l'UNECE concernés par le rapport ont accompli ou sont sur le point de finaliser et de mettre en place des cadres de politiques, de régulation et opérationnels qui sous-tendent l'EDD.** Des tentatives sérieuses ont été faites pour intégrer l'EDD dans le contenu et le processus de l'éducation formelle, aboutissant à une couverture considérable de thèmes essentiels en rapport avec l'EDD, les acquis, les méthodes et les stratégies (UNECE, 2012c). Il convient de noter le travail effectué par l'UNECE sur les indicateurs pour l'EDD et sur les compétences⁴ en tant que base pour réorienter les systèmes éducatifs.

Le Conseil de l'Union européenne a renforcé ces efforts en 2010 en invitant les Etats membres de l'Union européenne à prendre des mesures appropriées aux niveaux pertinents de responsabilité – local, régional ou national – pour favoriser un plus grand développement et la mise en œuvre de l'intégration du développement durable dans des stratégies nationales d'apprentissage tout au long de la vie pour le développement personnel, social et professionnel du citoyen, et l'intégration du développement durable dans les programmes scolaires lorsque cela est approprié ; et pour promouvoir des approches 'toute l'école' (CUE, 2010, p.5).

Notant les progrès de l'UNECE, les pays de la Méditerranée utilisent la stratégie de l'UNECE comme base pour faire avancer leur propre EDD (Q SEM UNECE, IAC). En 2013, plus de 40 représentants des ministères de l'éducation, des ministères de l'environnement, d'organisations régionales et internationales et d'ONG de 14 pays méditerranéens se sont rencontrés en Croatie pour travailler sur le dernier projet de stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable (EDD). Lors de la réunion, le ministre croate des sciences, de l'éducation et des sports a reconnu l'EDD comme « un outil indispensable dans le processus vers la réalisation du développement durable dans la région » (Horizon 2020, 2013). La stratégie méditerranéenne d'EDD (SMEDD) a été formellement et unanimement entérinée le 13 mai 2014 par les 43 ministres de l'environnement de l'Union pour la Méditerranée.

Implications pour l'avenir

Alors que les progrès varient considérablement en fonction des régions, l'importance des processus régionaux ne peut être sous-estimée. Tout au long des années de la DEDD, ils ont contribué à l'élaboration d'une vision et d'un engagement EDD partagé, ont reconnu le travail de base sur l'EE, et ont élargi sa portée pour inclure les efforts en cours pour renforcer l'EE en tant que contribution aux objectifs du développement durable, ont aligné et renforcé d'autres stratégies d'éducation dans la région, renforcé les capacités à travers des initiatives régionales et sous-régionales ; et offert un lieu pour partager les réalisations et relever les défis qui devront être abordés dans les années à venir. Et plus important encore, ils ont encouragé et soutenu le développement de la politique et de la planification d'EDD au niveau national dans de nombreux pays.

Encadré 3.2.2.1 : Actions suggérées

➔ **L'engagement au côté des agences régionales et le développement de programmes axés sur le niveau régional et sous-régional pour renforcer les capacités politiques devraient se développer dans les années à venir.** Des approches régionales de l'orientation politique permettent aux Etats membres d'approcher l'EDD dans le cadre des capacités et besoins régionaux ou sous-régionaux. Reconnaître et consolider l'engagement des agences intergouvernementales régionales s'est avéré une méthode extrêmement efficace pour renforcer les cadres globaux de l'EDD et s'assurer qu'ils s'adaptent aux problèmes régionaux et sous-régionaux.

4 Voir les travaux de l'UNECE sur les compétences de l'éducateur sur http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/esd/ESD_Publications/Competences_Publication.pdf

3.3. Politique nationale/sous-nationale

La mise en place de politiques et de cadres d'EDD au niveau national constitue un énoncé général de l'objectif et, en accordant des mandats, des directives, en favorisant et soutenant la mise en œuvre de l'EDD, crée l'espace nécessaire aux parties prenantes pour entreprendre des actions. Alors que la responsabilité de la politique d'éducation varie considérablement d'un pays à l'autre, de manière générale, ces politiques concernent le programme (enseignement et apprentissage), l'accréditation et l'évaluation des enseignants, la formation professionnelle initiale et continue des enseignants, et les relations école-communauté. La formulation de la politique d'EDD peut également inclure des politiques dans d'autres domaines, en dehors du système d'éducation formelle et des ministères de l'éducation, pour guider l'acquisition des connaissances, compétences et valeurs nécessaires à un développement économique durable, et la responsabilité sociale et environnementale.

Il est difficile de rendre compte pleinement et de reconnaître adéquatement l'incroyable diversité des approches de politiques d'EDD, leur efficacité et leurs résultats dans le cadre de ce chapitre. Chaque contexte national est unique, reflétant la complexité du système éducatif dans le pays, les priorités et les défis auxquels s'attaquer, la disponibilité des ressources, l'expérience et la capacité, ainsi que les différents mécanismes, notamment ceux qui impliquent des approches participatives et consultatives.

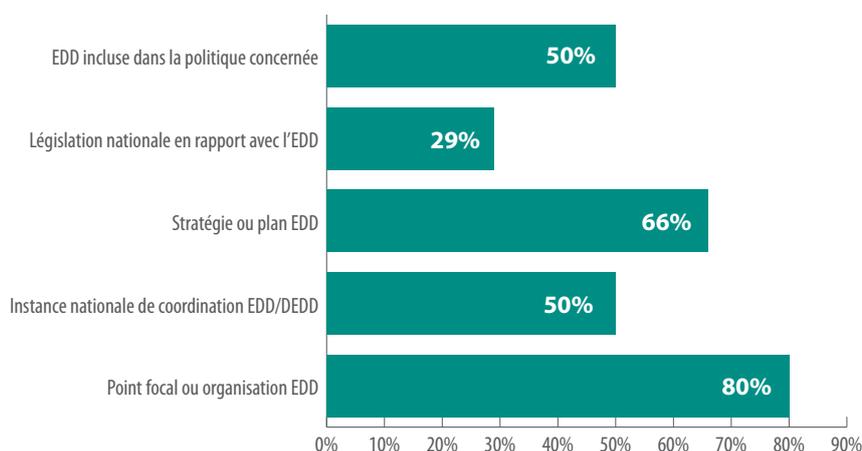
La section suivante décrit certaines des réalisations et des leçons des Etats membres lors de la DEDD, le rôle du leadership et de la coordination pour réorienter la politique éducative vers le développement durable ainsi que le déploiement d'une série d'instruments de politique pour maintenir l'élan dans l'ensemble du système. **Les progrès vers la création d'un environnement propice à l'EDD à travers une série d'interconnexions et d'instruments de politique constituent un des résultats les plus prometteurs de la DEDD.**

Vue d'ensemble des progrès

Les mécanismes pour organiser et coordonner les efforts d'EDD ont été mis en place dans la moitié (50%) au moins des pays qui ont répondu au questionnaire de l'UNESCO. Les Etats membres indiquent avoir une instance de coordination nationale d'EDD qui rassemble un large groupe d'acteurs. Proportionnellement, 80% des Etats membres ont nommé un point focal EDD. Deux tiers (66%) indiquent avoir une stratégie ou un plan national d'EDD ; et la moitié des pays ont inclus l'EDD dans les politiques concernées (50%). Dans certains cas, ces évolutions sont assez récentes ; par exemple le Plan d'action EDD de l'Irlande vient juste d'être publié en 2014.

Certains Etats membres sont allés au-delà du soutien politique à l'EDD pour instituer un cadre juridique (29%). Les politiques, stratégies, cadres et plans spécifiques varient considérablement à l'intérieur des régions et entre les régions et englobent : la mise en place d'instances nationales ou interdépartementales pour coordonner les politiques et la mise en œuvre de l'EDD ; créer de nouvelles politiques EDD ou inclure l'EDD dans les politiques existantes ; intégrer l'EDD dans les documents juridiques ou réglementaires ; élaborer des outils et des cadres de programmes qui incluent l'EDD ; et allouer des budgets spécifiques aux actions et activités EDD.

Figure 3.3.1.1 : Mécanismes de l'EDD dans les Etats membres



Un des instruments les plus influents pour élaborer et faire avancer la politique nationale/sous nationale d'EDD a été la création d'instances nationales de coordination à travers ou avec le soutien et l'implication des gouvernements. Ces mécanismes de coordination ont appuyé les consultations et l'engagement d'un éventail de parties prenantes dans le système d'éducation, depuis les entités gouvernementales jusqu'aux écoles et communautés, et ont souvent associé des décideurs et les parties prenantes d'autres domaines du développement durable, comme la santé, l'environnement, la culture et le développement économique. En partageant le processus de développement de la politique avec des intérêts plus larges, ces mécanismes de coordination ont servi à informer et à intensifier la politique éducative, garantissant une plus grande probabilité d'adoption et de mise en œuvre. Par exemple, le groupe national de réflexion sur l'EDD de la Namibie a créé un processus multipartite pour valider la stratégie d'éducation pour le développement durable du pays (2009 – 2014) (Unesco, 2013g). De ce fait, la stratégie a été adoptée et publiée par le ministère de l'éducation en 2009.

Dans de nombreux pays, ces mécanismes nationaux de coordination se sont avérés importants non seulement pour faire avancer la politique d'EDD, mais également pour sa mise en œuvre aux niveaux local et national. Étant donné leur caractéristique unique qui est d'engager des groupes de multiples parties prenantes, ils font l'objet d'une discussion plus détaillée au chapitre 5 : parties prenantes et partenariats.

Les politiques nationales de développement durables favorisent l'adoption de l'EDD

À la fin de la DEDD, un des signes de progrès les plus encourageants au niveau national était le recouplement et l'alignement croissants des objectifs du développement durable et du rôle de la politique d'éducation dans leur réalisation – véritablement une éducation pour le développement durable. Dans le rapport à l'intention de l'Unesco, près d'un tiers des États membres ayant répondu au questionnaire (30 %) dans l'ensemble des régions, ont décrit les visions, les objectifs et les stratégies du développement durable national comme un moteur pour la formulation et l'adoption d'une politique EDD. Ceci est conforme à d'autres tendances harmonisant l'éducation et la politique de développement durable. Une recherche récente du CEDEFOP – OIT semble suggérer que l'existence de politiques environnementales avisées constitue un moteur important et un environnement propice pour l'avancement des politiques et de la programmation EFTP (Hofmann, 2012). Le deuxième Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation de l'adulte (AEA) constate le même lien : dans 33 % des 141 rapports de pays, la stratégie nationale de développement durable inclut des références à l'éducation des adultes comme une condition nécessaire à la réalisation de la durabilité (Unesco – UIL, 2013).

Les pays ayant donné la priorité à la durabilité dans les politiques et la planification nationales ont dans certains cas, offert le contexte et un mandat pour faire progresser le EDD, et ont servi à inspirer et orienter le leadership éducatif. Au fil de la DEDD, les efforts se sont multipliés pour intégrer l'éducation dans les politiques et plans nationaux de développement durable. Il existe de nombreux exemples d'États membres ancrant leurs efforts d'EDD dans des politiques nationales de durabilité, comme au Qatar, où l'EDD est considérée comme un mécanisme de mise en œuvre de la Vision 2030 qui est la stratégie nationale de développement durable du Qatar. La vision du Qatar pour 2030 est axée sur l'EDD pour la conservation des ressources naturelles non renouvelables au profit de la prochaine génération de Qataris. (Q SEM Qatar, EM).

Dans le cas de la Croatie, le Plan d'action de l'éducation pour le développement durable a été élaboré en tant qu'outil de mise en œuvre de la stratégie nationale pour le développement durable. Le plan a été élaboré en étroite coopération entre les ministères et les parties prenantes concernées. En outre, des mécanismes éducatifs sont élaborés à travers d'autres plans d'action pour le développement durable tel que le Plan d'action sur la protection de l'environnement, le Plan d'action pour la protection de la mer Adriatique, de la côte et des îles et le Plan d'action pour la consommation et la production durables (Q SEM Croatie, EM ; UNECE, 2012a). Les encadrés 3.3.1.1 et 3.3.1.2 donnent deux exemples plus détaillés d'États membres où la vision, les objectifs et les stratégies de développement durable fixent des priorités pour l'EDD.

Encadré 3.3.1.1 : Maurice – Profil d’une intégration réussie de l’EDD dans les politiques de DD

La politique Maurice île durable (MID) a été mise en place en 2008 dans le but de faire de Maurice un modèle mondial de développement durable à l’horizon 2020. L’éducation est un de ces cinq piliers, avec la création d’un Groupe de travail multipartites pour intégrer l’EDD à tous les niveaux de l’éducation. L’objectif est de réorienter le système éducatif vers la durabilité, de renforcer les capacités à tous les niveaux et de sensibiliser davantage aux problèmes importants (Hiebert, 2013). A l’heure où Maurice prépare son rapport, l’EDD fait partie du cadre national de programme scolaire, et du fait du projet sociétal MID, l’EDD est prise en compte par de nombreuses institutions/organisations formelles et non formelles (Q SEM Maurice, EM). Suite à cette politique, différents ministères tels que le ministère de l’environnement et du développement durable et le ministère de l’éducation et des ressources humaines ont fini par collaborer plus étroitement en faveur d’une approche plus intégrée. Aujourd’hui, déjà pays pilote de l’Unesco pour l’éducation au changement climatique pour un développement durable (ECCDD), Maurice pourrait devenir un exemple en matière d’EDD lorsque la politique MID sera complètement mise en place.

Source : Hiebert (2013) ; Q SEM Maurice, EM

Encadré 3.3.1.2 : Costa Rica – Profil d’une intégration réussie de l’EDD dans les politiques de DD

En 2006, le Costa Rica a approuvé l’engagement national envers la Décennie de l’éducation pour le développement durable, convenant de considérer l’éducation comme un élément indispensable afin de générer des changements culturels pour aller vers le développement durable, et promouvoir l’intégration de l’éducation environnementale dans des sujets transdisciplinaires (Tsuneki et Shaw, à paraître). Une étude menée par Tsuneki et Shaw sur l’impact de la dernière politique C – neutre en 2021, qui veut faire du Costa Rica le premier pays neutre en terme de carbone, conclut que 2021 C – neutre est un pilier important dans le secteur éducatif du Costa Rica qui est passé d’une approche de politique de l’éducation environnementale à l’EDD et à l’ECC récemment (Tsuneki et Shaw, à paraître, p.1). L’instrument de politique nationale exhaustif le plus récent sur le changement climatique, la stratégie nationale sur le changement climatique (Estrategia Nacional de Cambio Climatico, ENCC), inclut le renforcement des capacités et la sensibilisation, l’éducation et le changement culturel, avec pour objectif d’accroître la conscience environnementale. L’exemple du Costa Rica montre comment les politiques de développement durable qui intègrent l’EDD peuvent aider à renforcer et à encourager des changements dans les systèmes éducatifs.

Source : Tsuneki et Shaw (à paraître).

L’alignement des objectifs et stratégies nationales de développement durable sur la politique éducative peut guider la réorientation des 16 thèmes éducatifs vers le développement durable. Dans un nombre de plus en plus important de pays, la politique de développement durable offre une orientation et des plans d’action pour l’EDD comme moyen de s’attaquer aux opportunités et défis économiques, sociaux et environnementaux que rencontrent leurs citoyens et que partagent d’autres pays dans le monde. Les décideurs dans le domaine de l’éducation répondent à ces mandats tout en œuvrant de manière pro active pour assurer l’intégration de l’éducation dans la politique et la planification nationales en faveur de la durabilité.

Cependant, un grand nombre d’Etats membres n’ont pas fait de rapport à l’Unesco sur le contexte plus large des politiques de développement durable dans leur pays, et si et comment elles encadrent et soutiennent le travail sur l’EDD. Dans le rapport de la Jordanie, il est indiqué qu’il est nécessaire au niveau national de « mettre davantage l’accent sur la création de liens entre l’éducation dans la classe et les principes du développement durable » (Q SEM Jordanie, EM). Une analyse et une étude plus détaillées de la manière de renforcer cette convergence politique croissante au niveau national est justifiée, notamment au moment où les pays commencent à répondre aux nouveaux objectifs de l’après-2015 et à la place de l’éducation dans ces objectifs.

Partant de l’expérience d’un échantillon d’Etats membres, il semblerait qu’un **catalyseur important pour faire avancer l’EDD est la force de l’engagement général d’un pays envers le développement durable, combinée aux mécanismes de soutien politique et administratif mis en place dans les différents ministères.**

Les politiques d'éducation nationales/sous-nationales qui se penchent sur le développement durable

AAu niveau national, de nombreuses politiques EDD dans l'éducation primaire et secondaire acquièrent une légitimité à travers leurs liens avec les priorités éducatives nationales. En Indonésie, un cadre ESD a été élaboré pour favoriser des approches d'apprentissage démocratiques (Unesco, 2011c). En Australie, des valeurs EDD ont été intégrées dans des matières qui favorisent l'éducation autochtone et multiculturelle (de Leo, 2012). Au Togo, le cadre de politique éducative (Lakalaka) est ancré dans la culture nationale et inclut un programme d'enseignement orienté vers l'EDD, intitulé *Education de qualité pour un avenir durable* (Hiebert, 2013). Dans un tel contexte, les politiques EDD informent et répondent aux préoccupations nationales/locales de qualité, de pertinence, d'équité et d'inclusion dans l'éducation. De nombreux gouvernements ont également utilisé l'EDD comme un cadre de politique parapluie pour intégrer les dites éducations « adjectivales » dans les écoles primaires et secondaires : l'éducation au changement climatique, l'éducation à la santé, l'éducation pour la paix, l'éducation environnementale, l'éducation aux droits de l'homme, l'éducation au VIH et au sida, l'éducation multiculturelle, et ainsi de suite (Unesco, 2011c). Alors que les décideurs dans l'éducation étudient la pertinence et l'objectif de l'éducation dans la société, ils commencent à adopter et à intégrer l'optique plus large de l'EDD et à utiliser cette optique pour réformer la politique éducative, le programme scolaire, les acquis et l'acquisition de compétences à tous les niveaux de l'éducation.

En Chine, le ministère de l'éducation a publié sa première politique d'orientation sur l'EDD en 2003. Depuis, plusieurs approches éducatives ont été adoptées afin de faciliter la mise en œuvre de l'EDD, y compris l'intégration des valeurs EDD dans la philosophie de l'école, l'élaboration du programme scolaire, le renforcement des capacités des enseignants et des éducateurs, les approches pédagogiques de l'EDD, les activités thématiques de l'EDD, et le suivi et l'évaluation (Han, à paraître).

Le dernier programme de l'éducation nationale (National Education Outline) (2010 – 2020) en Chine, appelle à l'intégration d'un niveau de pensée créative et de résolution de problèmes, d'une action de recherche, d'une participation sociale de plus haut niveau – tous étant des processus d'apprentissage liés à l'EDD. Ces discussions sur la politique EDD et les réformes éducatives ont généré de nombreuses discussions sur le système éducatif chinois et sur la trajectoire nationale de développement en général, chez les étudiants, les enseignants et les décideurs. La DEDD notamment, est considérée comme ayant influencé certaines de ces évolutions. Pour la Chine l'approche tant ascendante que descendante de l'élaboration de la politique et des plans était encouragée pour engager les écoles, les communautés, les universités, les centres de recherche, les entreprises, les ONG, le gouvernement et d'autres organisations à promouvoir l'EDD de manière collaborative (Han, à paraître).

Encadré 3.3.1.3 : Finlande – Profil d’une intégration réussie de l’EDD dans les politiques de DD

La Finlande est en train de réformer le programme national de l’éducation préscolaire et de base afin de soutenir et d’encourager le développement durable et le bien-être sur la base des valeurs de l’éducation, pour insister sur la nécessité d’un mode de vie durable et d’une compréhension éco-sociale. L’objectif est d’aider l’ensemble des étudiants à acquérir les connaissances, compétences, valeurs et attitudes qui favorisent leurs capacités à comprendre l’importance d’un avenir durable.

Notre objectif est d’œuvrer en faveur d’une identité cohérente des élèves et de leur donner une idée positive d’eux-mêmes, de développer leurs compétences génériques et leurs connaissances et compétences et capacités spécifiques dans un domaine, et à travers cela d’aider les élèves à se réaliser en tant qu’êtres humains et citoyens capables et désireux de vivre de manière durable et de construire un avenir durable.

– Irmeli Halinen, Conseil national finlandais de l’éducation

Une évaluation externe a révélé que l’EDD n’avait peut-être pas été suffisamment intégrée dans les politiques et documents menant au développement durable. Cependant, plus récemment, la Commission nationale finlandaise pour le développement durable a officiellement accepté le document *Engagement de la société envers la durabilité*, préparé par un vaste groupe de stratégie. Il contient une déclaration selon laquelle « le développement durable sera intégré dans l’éducation primaire, l’éducation dans tous les domaines et l’apprentissage tout au long de la vie » – signes positifs d’une éducation davantage intégrée dans les futures politiques de DD en Finlande.

Source : UNECE (2014a).

Encadré 3.3.1.4 : Kenya – Profil d’une intégration réussie de l’EDD dans les politiques de DD

La stratégie de mise en œuvre de l’EDD du Kenya adoptée en 2008, reconnaît que pour avoir « une éducation et une formation de qualité pour le développement », l’éducation devrait promouvoir le développement de personnes productives et socialement responsables. Cette stratégie EDD visait à promouvoir un enseignement et un apprentissage qui inculquent les bonnes valeurs, le bon comportement et le bon style de vie en faveur, entre autres, d’une bonne gouvernance et de la durabilité (National Environment Management Authority, 2008).

Il s’agissait là d’un objectif clé pour le pays afin de guider la mise en œuvre holistique de l’EDD dans tous les secteurs et auprès de toutes les parties prenantes du pays. Un processus participatif intense s’est mis en place englobant des forums consultatifs régionaux et un atelier national final de validation.

– (Q SEM Kenya, EM)

Plus récemment, en 2012, le Kenya a formulé un cadre national de politique EDD à travers l’Institut pour le développement des programmes scolaires du Kenya (KICD) dans le but de renforcer le développement durable à travers les matériels d’appui à la transformation du programme, (KICD, 2012). L’EDD a également été incorporée dans le programme du secteur national de l’éducation (NESP) et s’appliquera sur une période de cinq ans (2013 – 2018), il est intégré dans la vision 2030, la feuille de route du Kenya pour la réalisation du développement durable, montrant l’importance de l’alignement sur les objectifs nationaux de développement durable.

Source : National Environment Management Authority (2008) ; Q SEM Kenya, EM ; KICD (2012).

Les profils d'intégration réussie montrent comment l'EDD peut devenir un mécanisme d'application pour le développement durable dans les systèmes éducatifs. Cependant, tous les pays n'ont pas enregistré de réussite avec l'intégration de l'EDD dans leur politique éducative. Quelques pays d'Amérique latine (comme l'Uruguay et la Bolivie), dans leurs réponses au questionnaire de l'Unesco, ont mentionné l'absence d'une politique nationale en rapport avec l'EDD/EE comme une barrière importante à la réorientation de leur système éducatif. Le Guyana note également que si la vision existe, il manque l'articulation d'une politique qui peut être appliquée, « avec des objectifs mesurables » (Q SEM Guyana, MS).

En principe, l'EDD met les décideurs au défi de voir comment l'éducation peut contribuer à une plus grande durabilité dans les secteurs économique et social de la société, ainsi que dans la protection de l'environnement. À cet égard, les politiques et initiatives EDD diffèrent considérablement des réformes éducatives du passé, qui ont rarement cherché à intégrer les politiques éducatives dans les politiques sociales, culturelles et économiques (Unesco, 2012b). La logique qui sous-tend la conception de l'EDD est claire : **les changements d'attitudes et de comportements réalisés à travers les politiques intégrées favorisent le mieux l'intégrité environnementale, la viabilité économique et une société plus juste et plus équitable** (Unesco, 2005a).

Leadership politique et coordination à haut niveau de l'EDD

Le leadership dans et à travers le système éducatif est essentiel pour soutenir les efforts et s'assurer que les objectifs EDD sont adoptés et traduits en action. Au niveau sous-national, l'Écosse et Manitoba se distinguent comme des cas où le leadership politique à haut niveau, la coordination avec les parties prenantes et la responsabilisation ont aidé ces districts à créer une vision et des objectifs pour la promotion et l'adoption de l'EDD dans les politiques et plans de l'éducation.

Encadré 3.3.1.5 : Écosse, Royaume Uni – profil d'un leadership réussi

Suite à l'engagement des gouvernements écossais successifs envers la DEDD, le programme pour l'excellence de l'Écosse a identifié le développement durable, la citoyenneté mondiale et l'apprentissage extérieur comme des thèmes contextuels croisés importants. En 2012, 31 recommandations politiques en faveur d'une plus grande intégration de ces thèmes dans l'éducation à l'école, ont été proposées par un groupe de travail réuni par le gouvernement qui les a toutes acceptées en mars 2013. Dans ce cadre-là, l'éducation pour le développement durable, la citoyenneté mondiale, et l'apprentissage à l'extérieur ont été rassemblés sous un même terme d'apprentissage en faveur de la durabilité et transformés en droits pour l'ensemble des apprenants.

L'apprentissage pour la durabilité offre un agenda stratégique qui requiert un leadership à tous les niveaux pour éliminer les barrières et permettre une approche cohérente de toute l'école qui englobe le programme d'enseignement, le campus, la culture et la communauté scolaire. Le gouvernement écossais appuie l'approche recommandée et se réjouit de travailler avec des partenaires pour soutenir la mise en œuvre.

– Ministère de l'apprentissage des sciences et des langues de l'Écosse, gouvernement écossais (2013)

Source : Learning and Teaching Scotland (2011) ; Donaldson (2011) ; the Scottish government (2012).

Encadré 3.3.1.6 : Manitoba, Canada – profil d'un leadership réussi

Au Manitoba, l'EDD est un domaine d'action prioritaire du gouvernement et a été intégré dans l'objectif global de l'éducation primaire et secondaire. La politique du gouvernement consiste maintenant « à s'assurer que tous les enfants et les jeunes de Manitoba ont accès à un éventail d'opportunités éducatives telles que chaque apprenant réussisse à travers une éducation pertinente, engageante et de qualité qui le prépare à l'apprentissage tout au long de la vie et à la citoyenneté dans une société démocratique, socialement juste et durable ». Cette déclaration est incluse dans la mission du ministère de l'éducation provincial et de l'apprentissage approfondi.

En réponse à cet engagement politique, l'EDD a été intégrée dans le programme d'enseignement du jardin d'enfants jusqu'en 12e année de scolarité, avec des acquis particuliers identifiés en sciences, études sociales, santé et éducation physique. Renforcer les capacités des éducateurs et des directeurs d'école, et disposer de fonds dédiés pour assurer le développement des pratiques, principes, programmes et partenariats pour la durabilité aident les écoles à intégrer la durabilité dans les salles de classe, le fonctionnement et la gestion de l'école.

Plus récemment, une coordination interdépartementale et un leadership plus solide ont abouti à l'intégration de l'EDD dans le document stratégique de Manitoba, *Tomorrow Now – Manitoba's Green Plan* (publié en 2012) qui donne au gouvernement provincial des directives sur la politique de développement durable jusqu'en 2020.

La volonté politique est réellement importante car elle permet de faire preuve de leadership et de créer un climat organisationnel au sens large.

– Gérald Farthing, ministre adjoint de l'éducation et de l'apprentissage de Manitoba.

Source : kler et MacDiarmid (2012)

Dans tous les processus de d'élaboration de politiques EDD, un des facteurs de succès les plus importants lors de la DEDD a été le leadership – au niveau national pour élaborer les visions et les objectifs des sociétés durables – et au niveau individuel pour favoriser l'adoption de l'EDD dans les stratégies ministérielles et nationales. Une leçon importante tirée du DEDD est donc que **le leadership dans et à travers le système éducatif est essentiel pour soutenir les efforts et s'assurer que les objectifs de la politique EDD sont adoptés et traduits en actions.**

Les perceptions peuvent varier selon les décideurs et les dirigeants politiques quant à la nature et l'importance de l'EDD. Lorsque le soutien politique des autorités nationales est important (et cohérent avec les visions partagées du développement national durable), la probabilité de mise en œuvre de l'EDD augmente considérablement – depuis l'élaboration de cadres et de stratégies nationales dédiés jusqu'à la mise en œuvre de programmes axés sur l'école et la réforme de la formation des enseignants. Les analyses faites par l'Unesco des expériences nationales EDD du Costa Rica, du Maroc, de l'Afrique du Sud, de la Suède et du Vietnam (Unesco, 2013h) entre autres, suggèrent que le soutien politique et le leadership du gouvernement national sont essentiels aux processus EDD.

La coordination entre les départements est essentielle

Dans certains des exemples décrits ci-dessus, les objectifs et principes de la politique d'EDD étaient organisés comme une sorte de coopération entre les ministères. Typiquement, ceci impliquait une coordination entre le ministère de l'éducation et le ministère de l'environnement ou du développement. Le deuxième Rapport d'évaluation préparée dans le cadre de la stratégie UNECE pour l'EDD a mis en exergue des problèmes importants de gouvernance, et plus important encore la nécessité d'améliorer la communication et la coordination entre les ministères du gouvernement et la conception des programmes intersectoriels d'EDD (UNECE, 2012c). La Belgique en particulier note que « la tâche de coordination et de coopération n'a pas toujours été un processus facile » (Q MSE Belgique, EM). L'idée avancée dans le Plan de mise en œuvre de l'EDD de la Belgique était de créer un réseau coopératif de conseillers en politique de divers ministères, travaillant ensemble en tant qu'instance centrale de liaison pour toutes les parties prenantes, favorisant l'EDD dans leur domaine politique respectif :

Pourtant, le processus politique a prouvé que c'est quelque chose qui ne peut être descendant en créant des structures et en concluant des accords préalables. Dans la pratique, la collaboration, la confiance et les liens se développent lentement, de manière ascendante, à travers la réalisation conjointe d'initiatives concrètes. Une collaboration plus intense entre le ministère de l'éducation et de la formation et le ministère de l'environnement, de la nature et de l'énergie s'est développée [en conséquence] ».

– (Q SEM Belgique, EM)

L'Ouganda a également confirmé dans son rapport que la coordination de l'EDD au niveau ministériel est importante pour la mise en place réussie du programme » (Q SEM Ouganda, EM).

Utilisation d'instruments de politique pour faire avancer l'EDD

Là où existent une volonté politique et un leadership pour réorienter la politique éducative vers le développement durable, les Etats membres utilisent un certain nombre d'instruments pour guider la mise en œuvre de leurs intentions politiques. Ils vont des approches mandatées telles que les cadres juridiques aux approches politiques douces qui encouragent l'adoption de la politique dans le cadre d'influence immédiate des organismes publics et au-delà.

Approches mandatées

Un certain nombre de pays ont choisi d'instituer un cadre juridique pour l'EDD – lois, réglementations, normes – pour mandater l'adoption des principes EDD dans l'ensemble du système éducatif et assurer la conformité aux objectifs du gouvernement. Plus du quart (29 %) des Etats membres ayant répondu ont indiqué une intégration de l'EDD dans la législation nationale. En fonction de l'étendue de l'autorité du ministère de l'éducation, ces règles peuvent n'affecter que le programme d'enseignement formel jusqu'à la fin des niveaux secondaires, et peuvent également favoriser l'intégration de l'EDD dans le fonctionnement des écoles individuelles, des instituts de formation des enseignants et des établissements d'enseignement supérieur. Certains des cadres juridiques décrits dans le tableau 3.3.1.1 existaient avant la DEDD, même si les actions au cours de la DEDD ont contribué à la mise en œuvre de ces cadres.

Tableau 3.3.1.1 : Exemples de types de législation, directives et normes en matière de programmes d'enseignement relatifs à l'EDD (niveau national/sous-national)

National/ sous- national	Législation/directive/ norme	Domaine de l'éducation touché
Brésil	Constitution du Brésil (1988) ; directives sur la politique nationale de l'environnement (1981) et politiques nationales pour l'éducation environnementale (1999)	La constitution brésilienne (1988) et la Politique nationale sur l'environnement (1981) ont permis d'institutionnaliser l'éducation environnementale (EE) et d'assurer à la société brésilienne le droit à l'accès universel à l'EE. La politique nationale pour l'éducation environnementale (1999), pionnière en Amérique latine, a été conçue pour compléter et clarifier les principes des directives nécessaires à la pratique. Cette loi est réglementée par deux résolutions plus récentes du : Conseil de l'environnement national (CONAMA/n° 422/2010) et du Conseil de l'éducation nationale (CNE/n° 02/2012).
Cambodge	Loi sur l'éducation votée par l'Assemblée nationale le 19 octobre 2007	L'EDD a été intégrée en tant que composante fondamentale du programme d'éducation avec l'éducation à la moralité et l'éducation civique sur la manière de vivre ensemble pour la paix.
Inde	La Cour suprême de l'Inde a rendu l'EE obligatoire en 1980. Le gouvernement a publié une directive en 2003 insistant sur la nécessité de lui accorder une place importante	La nouvelle directive a abouti au cadre national du programme d'enseignement 2005 qui cherche à réorienter l'éducation et la rendre plus pertinente par rapport à la vie des élèves. Elle inscrit le processus d'enseignement et d'apprentissage dans un contexte social, culturel et mondial qui reflète les concepts de l'EDD.
Japon	Révision de la loi sur la promotion des activités de conservation de l'environnement en 2011	La loi sur la promotion des activités de conservation de l'environnement à travers l'éducation environnementale etc., révisée en 2000 et la politique de base fondée sur la loi, modifiée en 2012 permet la mise en œuvre de diverses politiques d'éducation environnementale, adoptant le concept de l'EDD.
Kazakhstan	Code environnemental adopté le 9 janvier 2007	L'article 25 du code de l'environnement est dédié à l'éco-éducation et à la sensibilisation, et à une formation professionnelle spéciale. La loi définit l'objectif de l'éducation environnementale et de la sensibilisation comme « le développement d'une attitude civique active et d'une éco culture dans la société, basée sur les principes du développement durable ». La base législative pour la mise en œuvre de l'EDD au Kazakhstan a également été définie par l'éco législation. Les bases législatives sont clairement indiquées avec une référence à l'éducation environnementale et à la sensibilisation, couvrant tous les niveaux de l'enseignement primaire, secondaire, formel et informel.
Ecosse	En août 2013, le General Council for Scotland (GTCS), l'instance réglementaire pour les enseignants, a révisé ses normes professionnelles pour inclure l'EDD	Les normes révisées considèrent que l'apprentissage pour la durabilité est un élément central. Pour enseigner dans une école écossaise, un enseignant doit être enregistré auprès du GTCS, et pour être enregistré, un enseignant doit prouver qu'il répond aux normes professionnelles. Tous les enseignants doivent être à jour et passer par l'accréditation tous les cinq ans. De ce fait, on s'attend à ce que tous les enseignants « embrassent et encouragent activement les principes et pratiques de durabilité dans tous les aspects de leur travail » (GTCS, 2012). Il existe en l'Écosse sept universités offrant des programmes de formation des enseignants, et celles-ci doivent être accréditées par le GTCS pour que les diplômés puissent être enregistrés comme enseignants. Ces cours doivent demander une nouvelle accréditation tous les cinq ans, en montrant qu'ils offrent à leurs diplômés ce qui est nécessaire pour être conforme aux normes professionnelles.
Suède	Loi sur l'enseignement supérieur de 1992	Selon la loi sur l'enseignement supérieur, toutes les activités dans les établissements d'enseignement supérieur « doivent encourager le développement durable, ce qui signifie que les générations actuelles et futures bénéficient d'un environnement sain et bon, ont accès à l'aide sociale et économique et à la justice ». En outre, le développement durable est un des objectifs de l'examen que les étudiants en formation enseignante doivent passer lorsqu'ils terminent leur formation. Jusque-là, l'autorité supérieure suédoise de l'enseignement supérieur a des ressources limitées pour voir comment les établissements d'enseignement supérieur respectent les réglementations concernant l'EDD (Q SEM Suède, EM).

Source : Q SEM Suède, EM ; Conseil national pour la formation des enseignants (2009) ; Conseil pour le développement du Cambodge (2007) ; Trajber (2013) ; Greensalvation (2008) ; Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie du Japon (2014) ; GTCS (2012) ; Watson (2014).

Disposer d'une base juridique nationale concrète pour l'EDD est considéré comme une réalisation importante pour ces Etats membres à la fin de la DEDD, mais l'existence de règles et de directives n'aboutit pas nécessairement immédiatement au changement. En Indonésie, on peut trouver diverses législations qui mandatent et gèrent explicitement l'EDD dans le Plan stratégique 2010 – 2014 : le décret conjoint entre le ministère de l'environnement et le ministère de l'éducation en 2010, et la réglementation du ministre sur le système d'assurance qualité pour l'éducation. Toutefois, il n'existe pas encore de financement de la mise en œuvre des programmes et activités EDD (Unesco, 2011d, p. 19).

Les données à la fin de la DEDD laissent entendre que poser une base juridique pour l'EDD peut se révéler plus énergique pour aller vers l'adoption de l'EDD, mais des outils d'aide à la politique comme les ressources financières, le renforcement des capacités et les consultations manquent quelquefois et sont indéniablement nécessaires pour amener les parties prenantes à aller vers et au-delà de la conformité.

Approches politiques moins contraignantes

En l'absence d'une législation formelle, et pour mettre en œuvre les directives du programme et inciter leur système éducatif à changer, de nombreux Etats membres ont choisi des voies de nature persuasive, et proposent des conseils et des options aux parties prenantes de l'éducation. La Chine et le Kenya ont favorisé les approches descendantes mais également ascendantes de l'élaboration de la politique, mettant en place des plans pour associer les écoles, les communautés, les universités, les centres de recherche, les entreprises, les ONG, le gouvernement et d'autres organisations à promouvoir l'EDD de manière collaborative. Le Kenya reconnaît que l'engagement des parties prenantes multiples, comme entre autres les enseignants, les responsables de l'éducation, les élèves, les directeurs d'écoles, a posé les fondements et sera essentiel pour le suivi des progrès de l'EDD (Q SEM Kenya, EM). Ces approches politiques « moins contraignantes » peuvent englober des plans d'action qui favorisent l'engagement, l'implication, et proposent des directives pour l'intégration de l'EDD et des objectifs de performance volontaires.

Au Japon, le ministère de l'éducation (MEXT) considère l'EDD comme un principe important de l'éducation dans son Plan de base pour la promotion de l'éducation, et a également inclus l'EDD dans The Courses of Study, qui décident les programmes d'enseignement standards pour les écoles. Pour encourager le soutien à ces directives de politiques, et associer toutes les parties prenantes dans l'avancement de la politique d'EDD, le gouvernement a adopté une approche politique moins contraignante en « favorisant les programmes d'EDD, en organisant des séminaires sur les méthodes d'EDD pour les enseignants et les ONG, et des symposiums sur l'EDD, et en gérant un site Internet officiel pour l'EDD, autant de mesures pour communiquer sur l'intégration de l'EDD dans les normes du programme scolaire » (Q SEM, Japon, EM).

En Jordanie, le ministère de l'enseignement supérieur a encouragé tous les établissements d'enseignement supérieur à revoir leurs programmes diplômants, leurs coûts et leurs exigences pour se pencher sur les questions urgentes comme la durabilité. Ces suggestions ont engendré des modifications dans les politiques et programmes des EES, notamment une plus grande attention aux programmes de formation des enseignants. En réponse à cette influence des pouvoirs publics et à l'attitude de l'université, la faculté des sciences de l'éducation de l'université hachémite a revu ses programmes diplômants et les cours correspondant à chaque diplôme afin de se pencher sur les problèmes d'environnement et de durabilité.

Le Rwanda a adopté une approche multipartites au développement de l'EDD afin d'associer toutes les parties prenantes même celles en dehors du gouvernement, et ont élaboré des objectifs qui devraient être partagés et adoptés par tous. L'éducation environnementale nationale pour le développement durable : une stratégie et un plan d'action pour 2010 – 2015, est un document élaboré dans le cadre d'un processus consultatif associant un large éventail de parties prenantes importantes pour « assurer une participation nationale de haut niveau et inclusive dans la mise en œuvre de la stratégie » – une approche politique moins contraignante de l'EDD. Chaque objectif de la stratégie associe et encourage un groupe important de parties prenantes, étendant la responsabilité de l'adoption de la politique de l'EDD bien au-delà du gouvernement (Q SEM ; Rwanda, EMS ; REMA, 2010, p.v).

L'Afrique du Sud a appris que les approches politiques moins contraignantes sont importantes pour cadrer, soutenir et amplifier les efforts de la base pour faire progresser l'EDD. Dans ce pays, les processus de l'EDD se sont développés et ont évolué de la base vers le haut à travers une communauté forte qui pratique l'éducation environnementale et qui a

d'importantes connaissances et expériences dans le soutien de l'apprentissage actif, travaillant avec l'environnement dans le programme d'enseignement, et travaillant avec les changements éducatifs et environnementaux. Mais en dépit de certains succès enregistrés dans l'intégration des diverses politiques et stratégies en Afrique du Sud, l'absence d'une stratégie nationale et d'une instance nationale de coordination qui associe toutes les parties prenantes aux décideurs, a eu des répercussions négatives sur la mise en œuvre et l'adoption de l'EDD (Unesco, 2013h).

Outre les approches mandatées, des voies moins contraignantes peuvent encourager et soutenir la transformation du système. Dans la majorité des cas, les deux approches s'avéreront nécessaires, même si utilisées ensemble elles se trouvent confrontées à des limites et peuvent mettre du temps à donner des résultats. Le Chili par exemple, a fait des progrès importants en adoptant plusieurs politiques EDD importantes, intégrant l'éducation aux changements climatiques dans le programme d'enseignement formel, améliorant les compétences des enseignants en EDD, et encourageant une sensibilisation aux changements climatiques chez les citoyens. Mais le Chili comme l'Indonésie, ont mis en place des plans qui font état de progrès, mais ceux-ci n'ont été ni contraignants ni soutenus par des ressources financières et humaines suffisantes (Unesco, 2011c). **Les instruments mandatés et des instruments de politique moins contraignants exigent des instruments supplémentaires pour le renforcement des capacités et des ressources financières pour faire progresser le changement politique. Lorsque que l'on envisage le déploiement d'un éventail d'instruments politiques,** il faut également garder à l'esprit la dimension temps. Comme nous le rappelle la Lettonie, « une décennie suffit pour lancer le système de l'EDD, mais il faut du temps aux établissements d'enseignement pour faire fonctionner le système » (Q SEM Lettonie, EM).

L'EDD ressemble à toutes les réformes éducatives importantes en ce sens qu'elle exige non seulement une politique mais également une vision claire, une formation, des mandats curriculaires, un financement, des objectifs, un suivi et des programmes d'amélioration continue pour se pencher sur l'adaptation au niveau local et l'apprentissage à partir de ces nouvelles connaissances.

Implications pour les actions futures

La décennie précédente a vu une intégration croissante de l'EDD dans le développement durable et les politiques et cadres éducatifs. De nombreuses données attestent que l'EDD fait de plus en plus bouger les politiques éducatives nationales et est souvent mentionnée dans les discussions sur les futurs objectifs politiques dans l'éducation et le développement. Dans certains cas, les politiques nationales d'éducation ont tendance à avoir une vision assez limitée de l'EDD – c'est-à-dire, notamment par rapport aux questions environnementales. Ceci étant, de nombreux autres pays calquent leurs politiques d'EDD sur des questions plus vastes de durabilité dans les domaines social, culturel et économique. La grande diversité de politiques et cadres liés à l'EDD souligne le fait que lorsqu'il s'agit de modèles EDD, il ne peut ni ne doit y avoir un modèle unique pour tous.

Encadré 3.3.2.1 : Actions suggérées

- ➔ **Les actions pour favoriser la cohérence politique et la coordination entre le développement national durable et l'éducation devraient être une priorité importante dans les années qui suivent la DEDD.** La coopération gouvernementale entre les différents départements devrait être renforcée ; ceci pourrait se faire avec la création ou l'élargissement d'un comité interdépartemental de l'EDD, une instance de coordination nationale, un groupe de travail ou une plate-forme multipartites.
- ➔ **La seule élaboration d'une politique EDD dans l'éducation ne semble pas engendrer de transformation.** Les données suggèrent que l'inclusion de l'EDD dans les politiques éducatives et de développement durable, associée à une combinaison d'approches mandatées qui proposent des conseils et des approches de politique non contraignantes qui associent, encouragent et informent, sont nécessaires pour repérer rapidement les changements dans le système éducatif. Renforcer les capacités des décideurs nationaux et sous-nationaux en matière d'éducation et de développement durable devrait prendre en considération la complexité et l'efficacité d'une telle approche hybride de l'élaboration de la politique.
- ➔ **Une attention supplémentaire doit non seulement être portée à la politique mais également aux instruments et mécanismes pour faire avancer la mise en œuvre de la politique, notamment dans les pays en voie de développement.** Produire des résultats exige davantage d'investissements, notamment un financement et le développement des capacités pour renforcer les systèmes éducatifs afin de soutenir le développement durable.

3.4. Politique locale

La DEDD des Nations unies a été un cadre utile pour faire avancer les débats nationaux et internationaux et formuler et mettre en œuvre des programmes d'action au niveau des écoles, des organisations locales, des gouvernements locaux, des universités, des gouvernements nationaux et des agences internationales. Elle a créé des points de référence utiles, et a permis une comparaison, une concurrence pour renforcer la pratique, la recherche et le développement d'une politique de l'EDD.

– (Q EMS Suède, EM)

L'EDD est ancrée dans les défis, l'expérience et les actions au niveau local, exigeant la participation des autorités locales. En tant que niveau de gouvernance le plus proche des citoyens, elles jouent un rôle essentiel dans l'éducation du public pour renforcer le développement durable au sein de leur communauté (Nations unies ; 1992). Les autorités locales élaborent des politiques et des réglementations environnementales, sociales et économiques, supervisent les processus de planification, construisent et entretiennent l'infrastructure, et aident à mettre en place des politiques nationales de durabilité.

Les instances de gouvernance les plus étroitement impliquées dans l'EDD devraient englober les conseils et les bureaux municipaux (soutenant l'éducation non formelle, la formation et la sensibilisation du public) et les conseils locaux des écoles et les écoles (dans le cadre de l'enseignement formel). Au terme de la DEDD, un nombre important d'observations peuvent être faites sur le contexte de politique locale en faveur de l'EDD.

Vue d'ensemble des progrès

Dans le cadre de l'éducation formelle, les enseignements de la DEDD ont montré l'importance de l'engagement communautaire pour aider les élèves à prendre connaissance des problèmes locaux et à contribuer aux solutions locales. Dans certains pays, les décideurs nationaux ont élaboré des directives curriculaires qui favorisent et vont dans le sens d'une exploration et utilisation des problèmes locaux, ce qui a créé un espace pour les écoles locales pour mettre en place des politiques EDD en vue de renforcer le programme d'enseignement. Le système d'éducation en Thaïlande par exemple, permet aux écoles individuelles d'élaborer localement jusqu'à 30 % du contenu du programme local. Ceci constitue une ouverture légitime pour les écoles pour établir leurs politiques locales d'EDD, et étoffer le programme d'enseignement en rapport avec leur contexte, notamment pour les questions relatives aux modes de vie et aux modes de subsistance durables. Cela donne également aux enseignants des différentes écoles la possibilité de participer à des projets EDD, d'apprendre de leurs collègues et de coopérer à la conception d'initiatives d'EDD (Didham et Ofei-Manu, 2012).

Les politiques nationales d'éducation et les politiques de durabilité peuvent favoriser la formulation de politiques EDD au niveau local

Au cours de la dernière décennie, les décideurs en Chine ont adopté un nouveau programme d'enseignement avec un contenu mandaté au niveau national et au niveau local de l'école. Comme pour la Thaïlande, la politique a permis aux écoles locales de prendre des décisions sur environ 10 % du total des heures du programme. De nombreuses écoles ont choisi d'intégrer les programmes EDD dans leurs programmes scolaires et sont allés au-delà du simple enseignement d'un certain nombre de matières pour intégrer dans le programme les valeurs clés de l'EDD, connues en Chine sous le nom des quatre respects : respect de tous, respect de la diversité culturelle, respect de la nature et respect des sciences (Unesco, 2009c). Reconnaisant l'importance de l'autonomisation au niveau local, le Comité de travail national chinois sur l'EDD (CNWCESD) a créé des districts expérimentaux d'EDD dans plusieurs municipalités,

comme à Beijing, Shanghai et Guangzhou, travaillant avec ces districts « à créer des organisations locales d'EDD pour les aider à améliorer la qualité de l'éducation et innover des modèles d'enseignement dans l'éducation » (Q SEM Chine, EM).

Alors que les exemples ci-dessus montrent comment la politique éducative peut créer un espace pour l'adoption de l'EDD au niveau local, l'influence des politiques nationales, sous-nationales de durabilité peut également favoriser et encourager l'évolution vers l'EDD dans les systèmes d'éducation au niveau local. Dans le cadre de la loi sur l'émission de gaz à effet de serre du Canada en Colombie Britannique, il a été demandé aux 60 écoles de district dans la province de faire un rapport sur leurs émissions de carbone et de donner des informations sur leurs actions en faveur de la neutralité carbone. Ceci implique d'indiquer les améliorations et les efficacités dans l'infrastructure de l'école, comme les systèmes de chauffage et de climatisation de l'école, le transport et les approvisionnements. Tout aussi intéressant, des districts scolaires ont également été invités à élaborer et documenter des programmes qui portent sur l'éducation, la sensibilisation et l'engagement du personnel, des enseignants et des élèves, ainsi que des parents. La politique provinciale consiste en effet à stimuler la politique et la pratique locales en encourageant la création de programmes allant de la mise en œuvre d'un programme en rapport avec la durabilité jusqu'aux campagnes de modification des comportements (Q Canada, EM).

Les partenariats pour le renforcement des capacités des autorités au niveau local et au niveau national peuvent également s'avérer très efficaces. Par exemple, au Vietnam, la collaboration entre les autorités locales et nationales pour le renforcement des capacités EDD et la formation s'est renforcée pour soutenir le développement d'une action communautaire participative et de plans de préparation des écoles, se penchant sur les questions relatives aux catastrophes, aux discussions sur le changement climatique et la biodiversité, pour renforcer le lien entre l'école et la communauté. Les médias locaux ont également bénéficié d'une formation dans ces domaines avec un accent mis sur l'élément genre, renforçant leur capacité à rendre compte de ces problèmes à travers la production et la diffusion de reportages divers.

Les initiatives liées à l'EDD pour informer et associer les citoyens locaux à la planification et l'action en faveur de la durabilité aboutissent à des politiques en rapport avec l'EDD

Un exemple frappant parmi d'autres est celui de l'Italie avec un réseau/programme national intitulé INFEA (éducation environnementale, information et formation) et coordonné et soutenu par les gouvernements régionaux, dans l'objectif d'encourager la création de structures EDD au niveau local, dans le cadre d'une approche ascendante. De manière intéressante, l'INFEA, cofinancé et lancé par le ministère italien, est basé sur un accord-cadre (Quadro programatico) développé par le ministère de l'environnement et les autorités régionales dans le cadre de la Conférence permanente pour les rapports entre l'État et les régions. Par conséquent, les autorités régionales coordonnent et offrent un soutien financier aux activités EDD mises en place localement par les ONG, les universités, les écoles, les centres de formation, les parcs, et les agences environnementales régionales, y compris les centres d'éducation environnementale ad hoc qui œuvrent en étroite coopération avec les écoles. (Q SEM Italie, EM).

Allant un peu plus loin, la ville de Hambourg (en Allemagne) s'efforce d'associer les citoyens à l'Initiative 'Hambourg apprend la durabilité', qui couvre tous les domaines de l'éducation et est organisée en six forums (enseignement élémentaire, école, formation professionnelle, universités, formation continue et apprentissage informel). Un Plan d'action, discuté chaque année lors d'une table ronde de parties prenantes EDD, couvre 180 mesures de meilleures pratiques en rapport avec les objectifs locaux, nationaux et internationaux de la Décennie des Nations unies. Comme le montre l'exemple de Hambourg, les politiques locales délibérément formulées pour associer les écoles locales et d'autres établissements éducatifs pour répondre aux engagements de durabilité des autorités locales peuvent donner de bons résultats (Cité hanséatique et libre de Hambourg, 2014).

Barcelone (Espagne) se distingue par son travail de longue haleine en rapport avec l'EDD. En 2002, le Conseil municipal ainsi que 800 organisations locales, ont signé un engagement citoyen en faveur de la durabilité qui a guidé la planification de son Agenda 21 local. Les organisations locales signataires ont ensuite bénéficié d'une formation, de possibilités de réseautage et de communication dans l'enseignement formel et non formel offertes par le Conseil municipal. Cette initiative est venue compléter le programme Agenda 21 de l'école de Barcelone (PA21E), s'inscrivant dans le cadre plus large de l'Agenda 21 de la ville, qui associe les comités éducatifs à l'identification des problèmes de développement durable au niveau local, suggérant des solutions et prenant des engagements en faveur d'une ville

plus durable. Lors de la seule année scolaire 2012, le PA21E englobait plus de 100 000 élèves, 8000 enseignants, 1500 employés des établissements d'enseignement et plus de 70 000 familles (Franquesa, 2012, p. 68).

Depuis 1994, plus de 2000 autorités locales européennes ont signé la Charte Aalborg qui offre un cadre aux processus locaux de l'Agenda 21 et exige une sensibilisation du public et l'engagement des citoyens. Plus de 20 000 autorités locales ont participé aux manifestations en faveur du renforcement des capacités organisées par le Bureau d'Asie de l'Est pour l'ICLEI : 'Gouvernements locaux pour la durabilité'. Les villes unies et les gouvernements locaux (UCLG) sont un consortium créé il y a 100 ans, regroupant les grandes associations publiques locales et régionales du monde entier et reconnaît que les autorités locales sont aux premières lignes pour se pencher sur les agendas du développement durable (UCLG, 2012, p. 6).

Ces quelques exemples ne concernent qu'une infime partie des résultats et des efforts mis en place au niveau local depuis de nombreuses années pour montrer l'importance d'éduquer et d'informer les citoyens sur le développement durable. Et pourtant, l'engagement des autorités locales dans le travail de la DEDD n'a pas été rapporté de manière adéquate dans les instruments de S&E de la DEDD, et très peu d'informations ont été données sur l'ampleur des approches de la politique locale EDD et de ses résultats et répercussions.

Implications pour les actions futures

Au terme de la DEDD, il ne fait aucun doute que la politique d'EDD a progressé aux niveaux mondial, régional, national et local, même si les expériences varient considérablement et que nos connaissances restent insuffisantes quant à ce qui fonctionne en matière de processus politique, notamment au niveau local.

Encadré 3.4.2.1 : Actions suggérées

- ➔ **Renforcer la compréhension et les capacités des décideurs de l'éducation au niveau local.** Les responsables de l'éducation dans les écoles locales ont besoin de soutien pour comprendre où et comment ils peuvent faire progresser l'EDD dans les programmes scolaires, l'enseignement et le fonctionnement de l'école. Ceci sera essentiel pour ancrer EDD dans les contextes locaux, à travers des politiques d'approche 'toute l'école', et peut contribuer considérablement au développement durable local.
- ➔ **Offrir des conseils aux autorités locales sur la manière d'intégrer l'éducation, la formation et la sensibilisation du public à la durabilité dans les politiques locales,** pour renforcer les capacités du personnel et associer les citoyens de manière plus exhaustive aux actions en faveur de la durabilité.
- ➔ **Consolider la recherche et l'évaluation des approches locales de la politique EDD.** Davantage de recherche et d'évaluation sur la manière dont les municipalités peuvent s'engager directement auprès des écoles locales, pourrait donner plus de poids aux autorités locales pour répondre à leurs engagements de durabilité. Il serait notamment bon de voir comment les approches 'toute l'école' et d'autres pratiques de mise en œuvre locale aboutissent en fait à des améliorations en termes de durabilité pour les communautés qui les entourent.

On peut trouver une preuve de l'efficacité des processus politiques dans la manière dont ces politiques ont été appliquées – et dans les évolutions de l'éducation formelle, la formation non formelle et le renforcement des capacités ainsi que la sensibilisation du public. La section suivante présente les réalisations et les leçons de 10 années de changements dans la pratique de l'éducation en faveur du développement durable.

DRAFT